GRC
GENDARMERIE ROYALE DU CANADA

AU SERVICE DE LA COMMUNAUTÉ POLICIÈRE DEPUIS 1939

GAZETTE

GAGNANT DU PRIX OR MARCOM 2015

VOL.78, N° 1, 2016

LES YEUX ET LES OREILLES DE LA POLICE
COMMENT LE PUBLIC SOUTIENT LES OPÉRATIONS

GAZOUILLER PENDANT UN ATTENTAT
LA GRC DISSIPE LE CHAOS DANS LES MÉDIAS SOCIAUX PENDANT LA FUSILLADE AU PARLEMENT P.6

S'ARROGER LA LOI
QUEL LIEN ENTRE LES ACTES JUSTICIERS ET LA CONFIANCE ENVERS LA POLICE? P.14

LA SURVEILLANCE DE QUARTIER À L'ÈRE NUMÉRIQUE
LA POLICE DE SACRAMENTO SE BRANCHE EN LIGNE SUR LES COLLECTIVITÉS P.16

LE MIEUX-ÊTRE AU TRAVAIL
LA SANTÉ MENTALE, PRIORITÉ DU SERVICE DE POLICE DE SAN DIEGO P.24

RCMP-GRC.GC.CA

Gendarmerie royale du Canada | Royal Canadian Mounted Police

Canada

GRC

GENDARMERIE ROYALE DU CANADA

CARRIERESGRC.CA

Un uniforme à votre nom vous attend.

Gendarmerie royale du Canada | Royal Canadian Mounted Police

Canada

GAZETTE

Au service de la communauté policière depuis 1939

Vol. 78, N° 1, 2016

Une publication de la Gendarmerie royale du Canada

6

DOSSIER

6 La GRC dissipe le chaos dans les médias sociaux pendant l'attentat sur la Colline du Parlement
8 Obtenir de commerçants des renseignements sur des terroristes
9 Débat de spécialistes : Comment rehausser le soutien du public aux opérations policières?
12 Une campagne hardie tire parti des autobus et de panneaux réclames pour obtenir des tuyaux sur des cas de disparitions
13 Un centre réunit la police, les universitaires et l'industrie pour lutter contre la corruption
14 Une étude fait le point sur le lien entre le soutien du public pour les justiciers et la confiance envers la police
16 La police de Sacramento fait appel à Nextdoor pour mobiliser la collectivité en ligne
18 Les avis de recherche du FBI à l'ère électronique
19 Une appli mobile de la police de Toronto met les utilisateurs en lien avec des agents virtuels
20 Entretien avec le fondateur de Facewatch, Simon Gordon

RUBRIQUES

4 Éditorial
5 Actualités
21 Les faits : enlèvement d'enfants
22 Avis d'un expert : Dan McGill s'entretient sur la façon de récupérer des balles dans un lieu de crime enseveli de neige
24 Reportage externe : L'unité du mieux-être de la police de San Diego dissipe les préjugés à l'égard de la maladie mentale
26 Reportage externe : Stratégies de la GRC axées sur les trafiquants de drogue d'envergure
28 À l'avant-scène
30 Jeunesse : Un nouvel outil axé sur les messages textes pour sensibiliser aux dangers de l'intimidation

14

19

24

GRC

MAINTENIR LA COMMUNICATION

Si la police a pour rôle d'appliquer la loi et de protéger le public, elle a souvent besoin de l'aide de ce même public pour faire son travail efficacement.

Comme le démontre le dossier du présent numéro, ce soutien peut prendre diverses formes. En y travaillant, nous avons constaté à plus d'une reprise que la population se fait souvent les yeux et les oreilles de la police.

Que celle-ci tire son information directement d'appels lancés au sujet de Manitobains disparus ou assassinés et de criminels recherchés par le FBI, ou indirectement des messages qui foisonnent dans les médias sociaux après une crise comme l'attentat d'octobre 2014 sur la Colline du Parlement, il est clair que le public y est pour beaucoup.

Ce soutien dépend toutefois énormément de la relation que la police réussit à cultiver avec les citoyens qu'elle sert. C'est une réalité dont la GRC tient compte en désignant des gendarmes communautaires — des hommes et des femmes de tous âges et de tous horizons qui sont formés à offrir des services de police dans leur propre localité.

Les services de police de Toronto et de Sacramento ont aussi reconnu l'importance de ce lien avec le public. Ils utilisent la technologie mobile et les réseaux sociaux pour communiquer avec les gens en ligne dans le but de continuer à nouer des relations avec eux hors ligne.

Les individus ne sont pas les seuls sollicités. Des initiatives comme l'opération Securus et le nouveau Centre canadien d'excellence en anticorruption montrent qu'il faut aussi le soutien du milieu des affaires, que ce soit pour obtenir conseil sur la prévention du terrorisme ou pour déterminer les meilleures façons de combattre la corruption.

Dans d'autres articles, nous abordons la façon de récupérer des douilles dans la neige, une technique judiciaire utile au Canada et dans tout autre pays au climat semblable.

Nous voyons aussi comment le Service de police de San Diego amène ses agents à voir son centre de mieux-être comme un service de soutien aussi essentiel au travail de police que le groupe opérationnel qui fournit les radios et les lampes de poche.

Le numéro se termine par un article sur un outil de messagerie texte que la GRC utilise dans les écoles, non seulement pour informer les élèves des dangers de l'intimidation, mais aussi pour renforcer les liens avec eux.

Ce qui ressort de ce numéro, c'est que dans n'importe quelle relation, la communication est essentielle pour gagner la confiance de l'autre et obtenir sa collaboration. Si la police veut que le public continue à soutenir le travail important qu'elle accomplit, elle doit donc maintenir la communication avec lui, en ligne et ailleurs. ■

— Richard Vieira

LAURÉATE DU PRIX MARCOM

La *Gazette* a reçu le prix or MarCom de 2015 dans la catégorie magazine — gouvernement pour son numéro sur les stratégies qu'emploie la police pour dénouer les situations tendues ou violentes (vol. 76, n° 1, 2014).

Les prix MarCom reconnaissent les réalisations exceptionnelles de professionnels de la communication qui se distinguent par leur savoir-faire, leur créativité et leur initiative. En tant que lauréate du prix or, la *Gazette* a surpassé les normes élevées de ce secteur en 2015. ■

GAZETTE

ÉDITRICE : Nancy Sample

RÉDACTEUR EN CHEF : Richard Vieira

RÉDACTEURS : Eric Stewart, Amelia Thatcher

ÉDITEUR WEB : Richard Vieira

GRAPHISME : Lisa McDonald-Bourg

TRADUCTION : Services de traduction de la Direction générale, GRC

IMPRIMERIE : St. Joseph Communications

La *Gazette* (ISSN 1196-6513) est publiée en versions française et anglaise par la Direction des services de communication nationaux de la Gendarmerie royale du Canada, à Ottawa. La conception de la page couverture ainsi que les articles sont protégés par les droits d'auteur et aucune partie de cette revue ne peut être reproduite sans consentement écrit. Poste-publication, numéro de convention 40064068. La *Gazette* paraît quatre (4) fois par année et est distribuée gratuitement mais en nombre restreint aux services de police et aux organismes d'exécution de la loi. On conseille fortement de la faire circuler. On ne peut pas s'y abonner à titre personnel.

On vous prie de faire parvenir vos lettres, articles et commentaires à la rédactrice en chef de la *Gazette*. La rédaction se réserve le droit de faire la révision.

© 2016 GRC.

POUR COMMUNIQUER AVEC NOUS :

Gazette de la GRC
73, promenade Leikin
M8-1, pièce 801
Ottawa (Ontario) K1A 0R2
CANADA

Téléphone : 613-843-4570
Courriel : gazette@rcmp-grc.gc.ca
Internet : www.rcmp-grc.gc.ca/gazette

RESTEZ AU COURANT AVEC LA GRC

Visitez notre site Internet : **www.rcmp-grc.gc.ca**

Suivez-nous sur Facebook : **www.facebook.com/grcrcmp**

Suivez-nous sur Twitter : **@grcrcmppolice #gazettegrc**

Visualisez nos vidéos sur YouTube : **www.youtube.com/rcmpgrcpolice**

UN PAS EN AVANT DANS LA LUTTE CONTRE LA TRAITE DE PERSONNES

par Amelia Thatcher

Une jeune de 17 ans d'Ottawa faisait partie des 20 victimes qui ont été secourues en octobre dernier dans le cadre de la plus récente opération Northern Spotlight, une initiative pancanadienne de lutte contre la traite de personnes.

La quatrième phase de l'opération s'est conclue par le dépôt de 135 chefs d'accusation contre 47 personnes. La GRC s'était associée à 40 services de police de partout au Canada afin de repérer des victimes de la traite de personnes forcées de travailler dans l'industrie du sexe.

Au même moment, le Federal Bureau of Investigation (FBI) a mené des enquêtes similaires aux États-Unis, où plus de 135 villes ont pris part à l'opération Cross Country IX.

Selon le *Code criminel du Canada,* la traite de personnes implique le recrutement, le transport ou l'hébergement de personnes aux fins d'exploitation dans l'industrie du sexe ou du travail forcé.

« La sensibilisation fait réellement sentir ses effets en ce moment, déclare le cap. Yves Brochu du Centre national de coordination contre la traite de personnes de la GRC. Des services de police municipaux de partout au pays créent des sections de lutte contre la traite de personnes. »

Le cap. Brochu affirme que la réussite marquante de l'opération donne une idée de l'ampleur de ce crime, mais qu'il est impossible de connaître la véritable étendue de ce délit parce qu'il est clandestin et ne connaît aucune frontière.

« Certaines personnes vendent volontairement leur corps, mais un fort pourcentage des personnes qui le font y sont forcées », explique le serg. Jeff LeBlanc, qui dirige l'Unité de lutte contre la traite des personnes de la Police d'Ottawa.

Puisque ce crime marque profondément ses victimes, la police fait équipe avec des organismes de soutien communautaires.

« Beaucoup d'enquêtes reposent sur des victimes d'abus traumatisées émotionnellement et psychologiquement, ajoute le cap. Brochu. Ce n'est pas une enquête typique qui consiste à attraper un méchant et à le jeter en prison : les enquêteurs et les organismes de soutien doivent faire beaucoup de suivi et donner des soins secondaires. »

Même si plusieurs services de police ont mené leurs propres enquêtes indépendantes, de nombreux projets ont été réalisés conjointement et ont dépassé les frontières municipales, provinciales et nationales.

« Quand notre équipe trouve une piste, les choses progressent généralement assez vite, ajoute le serg. LeBlanc. Même en nous attaquant à un seul dossier, il n'est pas négligeable de pouvoir intervenir et sauver plusieurs victimes mineures. » ■

UN HOCKEYEUR MARQUE UN POINT CONTRE LA VIOLENCE

par Robin Percival

À son arrivée à Fort MacKay en Alberta pour un tournage avec la GRC, Jordin Tootoo, joueur des Devils du New Jersey de la Ligue nationale de hockey (LNH), est un peu nerveux.

« La mémorisation, ce n'est pas mon fort », dit-il.

Il a beau être habitué aux caméras, transmettre un message d'intérêt public est un défi nouveau pour lui.

Mais le sujet qu'il y aborde — la violence faite aux femmes autochtones — en est un qu'il comprend : ayant grandi à Rankin Inlet (Nunavut), Jordin connaît bien la réalité des petites communautés isolées.

Jordin récite aisément son texte, puis va patiner avec un groupe de jeunes autochtones émerveillés.

Jeune hockeyeur issu d'un foyer où régnait la violence, Jordin a réussi à défier le sort (et à surmonter ses démons) pour devenir le premier joueur inuit de la LNH. Cette histoire, il la raconte dans le livre qu'il vient de faire paraître, *All the Way: My Life on Ice*, percutant récit des difficultés qu'il a rencontrées, y compris l'alcoolisme et le suicide de son frère.

« J'ai traversé de rudes épreuves, mais j'en ai tiré d'importantes leçons, explique Jordin. C'est gratifiant de faire quelque chose pour ma communauté et pour toutes celles qui sont minées par la violence familiale. »

Dans son message d'intérêt public, Jordin appelle hommes et garçons à briser le cycle de la violence familiale. La santé et la sécurité des femmes et filles autochtones sont une priorité pour la GRC, et la diffusion d'un tel message est l'une de ses multiples initiatives de sensibilisation à cet égard.

Le message de Jordin Tootoo sera diffusé au cours des prochains mois. ■

Le premier hockeyeur inuit de la LNH, Jordin Tootoo, raconte son histoire pour inspirer les jeunes autochtones.

GRC

Reuters/Chris Wattie

Grâce à des mots-clics précis et à des outils de géolocalisation, les analystes ont pu brosser en gros ce qui se passait au centre-ville d'Ottawa le 22 octobre 2014, pendant l'attentat.

GAZOUILLER PENDANT UN ATTENTAT

L'AIDE À TIRER DES MESSAGES DU PUBLIC EN SITUATION D'URGENCE

par Eric Stewart

En entendant parler de la fusillade, comme tant d'autres membres de la GRC qui se trouvaient à Ottawa ce jour fatidique du 22 octobre 2014, la cap. Wendy Stewart se voyait foncer sur la Colline du Parlement. Pour protéger ses collègues, ses amis et sa ville.

Elle a plutôt choisi de rentrer au travail.

Ce matin-là avait commencé normalement dans la capitale. Au Monument commémoratif de guerre du Canada, trois sentinelles de la Garde de cérémonie montaient la garde — parmi eux, le cpl Nathan Cirillo, âgé de 24 ans.

Le calme ambiant a chaviré sous une pluie de balles. Michael Zehaf-Bibeau, reprochant au Canada son action militaire en Afghanistan et en Irak, s'est approché du cpl Cirillo et l'a atteint de deux balles dans le dos.

L'homme de 32 ans a ensuite gagné la Colline du Parlement et est entré dans l'Édifice du Centre, où il a échangé des coups de feu avec des agents tactiques de la GRC et avec le sergent d'armes du Parlement. Au bout de quelques minutes, il était mort, ce qui mettait un terme à l'attentat le plus violent qu'ait connu le Parlement en 50 ans.

Du début à la fin, l'attentat a duré moins de dix minutes.

La cap. Stewart devait filtrer les nombreuses informations qui inondaient les médias sociaux — ce que la police appelle les « sources ouvertes », de Twitter à Instagram, — à la recherche de tout ce qui serait utile.

« Dès que nous avons eu vent de la fusillade, nous nous sommes branchés sur les médias sociaux, se rappelle la cap. Stewart. Nous voulions savoir si on en parlait en ligne. Tout de suite, nous avons trouvé. Bien avant qu'on en parle aux nouvelles, on en parlait sur Twitter. »

TROUVER DES INDICES

La cap. Stewart et la cap. Judy Montreuil, du Groupe des renseignements relatifs à la protection (GRP) de la GRC, ont passé des heures à scruter des données, à voir la terreur sur les visages des gens au centre-ville, à regarder les vidéos instables faites avec un cellulaire, à passer une à une les photos saisissantes croquées au Cénotaphe.

Grâce à des mots-clics précis et à des outils de géolocalisation, les analystes ont pu brosser en gros ce qui se passait en ville. De tout ce qui circulait sur Internet, elles ont su ressortir une poignée d'indices importants, des données précieuses pour les membres qui devaient sécuriser le centre-ville.

« Nous avons trouvé des photos du suspect avant que nos membres sur place n'en aient même une description, explique la cap. Stewart. Notre photo a levé la confusion et confirmé l'apparence de notre suspect. Nous avons aussi trouvé des photos de son véhicule sur les médias sociaux et en avons fourni la description aux membres sur place. »

Pendant ce temps, au centre de commandement de la région de la capitale nationale, où des haut gradés et des analystes coordonnaient l'intervention, le serg. Gilbert Sabourin, le chef de la cap. Stewart, relayait l'information du GRP. Avec la cap. Dawn Robitaille, il a dégagé le sens d'informations parfois contradictoires pour informer adéquatement ceux qui en avaient besoin.

« C'est inouï, tout ce qu'on trouvait dans les médias sociaux et à quelle vitesse ça se répandait, considère le serg. Sabourin. Ce qui nous a le plus occupé ce jour-là était la corroboration de l'information — il y en avait tellement, c'était difficile d'en faire le tri. Des gens parlaient de plusieurs tireurs et il nous a fallu du temps pour établir qu'il n'y en avait qu'un seul. »

LA PART DE VÉRITÉ

Pour la cap. Stewart et le serg. Sabourin, le plus crucial dans la surveillance des médias sociaux, en tout temps, est de départager le vrai du faux.

Le 22 octobre, il était difficile de faire parvenir la bonne information aux civils et aux policiers dans Ottawa, surtout qu'une foule de faux signalements se sont répandus par peur – à commencer par ce gazouillis paniqué au sujet d'hommes armés au Centre Rideau, qui n'a été que le premier d'une série de fausses alertes.

« Nous avons relevé l'histoire du Centre Rideau, raconte la cap. Stewart. Gilbert a communiqué avec la police d'Ottawa qui a pu réfuter l'information, en y dépêchant carrément des policiers pour vérifier sur place. »

Les médias sociaux reflétaient l'état d'esprit de ceux pris au cœur de la tourmente, un amalgame de peur, d'incertitude et de confusion. Une photo montrait un groupe d'hommes masqués et armés, qui semblaient attaquer le Parlement; c'était en fait des agents de la police d'Ottawa qui venaient le défendre, et non l'attaquer. Dans une autre photo, on voyait un homme portant un foulard et une carabine — les analystes ont rapidement compris que c'était le suspect.

D'avoir pu jeter un peu de lumière sur tout ce brouhaha a permis d'orienter la façon dont les choses devaient se dérouler.

« Nous savions ce qui se passait sur place, précise le serg. Sabourin. Il faut tout vérifier, sinon la nuée d'information devient cauchemardesque. Qui sait ce qui est vrai et ce qui ne l'est pas. C'est le chaos dans les médias sociaux. »

Seule la corroboration permet de conclure que l'information qui circule dans les médias sociaux est authentique. Ce que disent les policiers sur place est plus fiable, mais fragmentaire. Il faut combiner les deux sources d'information pour offrir aux membres un tableau plus complet et plus juste de ce qui se passe vraiment.

S'ADRESSER À LA POPULATION

Brigitte Mineault, qui dirige les Communications à la Division nationale de la GRC, à Ottawa, était aussi au centre de commandement ce jour-là. Elle devait coordonner l'activité de la GRC sur ses propres comptes des médias sociaux — elle a choisi d'informer la population par Twitter.

Une minute à peine après que le tireur est entré au Parlement, la GRC avertissait déjà la population de ne pas se tenir sur les toits ni près des fenêtres.

« En situation de crise, c'est ce qu'il faut faire, explique M^me^ Mineault. Twitter est un outil puissant. Oubliez les courriels aux médias locaux, oubliez Facebook — c'est par Twitter, uniquement, que nous avons communiqué avec le public. »

Les médias sociaux ont été utiles à plusieurs égards. Ils ont aidé la GRC à informer la population et à la garder en sécurité pendant la crise, puis plus tard, à demander aux témoins de se manifester. Ils ont offert un moyen de communication vital aux gens des médias confinés à l'intérieur de l'Édifice du Cendre pendant l'attentat.

« Les médias ont retransmis beaucoup de gazouillis, rappelle M^me^ Mineault. Les gens pris à l'intérieur faisaient régulièrement le point, malgré leur confinement. »

Si quelques journalistes dans l'Édifice du Centre ont pris des risques pour capter ce qui se passait à l'intérieur, les médias ont surtout aidé à garder le public en sécurité à l'extérieur du périmètre bouclé du centre-ville et autour du Parlement. Ils ont partagé les bilans de la GRC, respecté les contraintes de sécurité et contribué à préserver le calme dans la population en évitant de faire écho aux rumeurs les plus folles qui pullulaient dans les médias sociaux.

« Quel que soit l'événement, il est toujours utile de compter sur l'aide du public. Nous avons besoin que les témoins nous parlent, insiste la cap. Stewart. Dites ce que vous savez, mais ne mettez personne en danger, ni vous, ni la police, juste pour prendre le cliché qu'on s'arrachera. Et si vous ne savez rien, n'inventez rien. »

L'AVENIR

Internet ne fera que prendre de plus en plus de place dans la vie des gens qui l'utilisent et dans le travail des policiers qui le surveillent. Déjà, pour un événement donné, l'information qu'y déverse le public dépasse ce que peuvent traiter une ou deux personnes.

« Tout va vite. J'ai suivi une formation l'an dernier en avril, puis une autre en juillet et déjà, tout était différent, révèle la cap. Stewart. Les médias sociaux changent tout le temps. En fait, les gens vivent différemment d'un jour à l'autre. Je ne peux que les inviter à être honnêtes. Si vous voyez vraiment quelque chose, dites-le-nous. »

Le serg. Sabourin n'ose pas prédire l'avenir. Tout ce qu'il sait, c'est que quel que soit l'événement – une manifestation, une célébration ou une crise – la surveillance des messages du public sur les médias sociaux demeurera un élément essentiel de la vigilance opérationnelle.

Il faut compter sur la corroboration, sur l'intuition et sur l'analyse continue pour garder le dessus sur l'information en bouillonnement. On ne saurait prédire dans quelle direction partiront les médias sociaux — tout ce qu'on peut faire, c'est de les garder à l'œil. ■

À l'extérieur du périmètre bouclé, les médias ont aidé à garder le public en sécurité en partageant les bilans de la GRC et en respectant les contraintes de sécurité.

Reuters/Chris Wattie

DES ENTREPRISES COMBATTENT LE TERRORISME

UN PROGRAMME DE PRÉVENTION APPELLE AU SIGNALEMENT DES COMPORTEMENTS SUSPECTS

par Amelia Thatcher

En Colombie-Britannique, la police fait équipe avec les propriétaires d'entreprise et les gestionnaires immobiliers dans une intention commune : prévenir le terrorisme.

La GRC, le Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS) et le Service de police de Vancouver (SPV) collaborent à l'opération Securus, un programme de prévention du terrorisme dans la région du Lower Mainland, qui inclut la ville de Vancouver. Le programme cible les entreprises du secteur pour les sensibiliser aux signes possibles de terrorisme et les encourager à signaler les comportements suspects.

« L'opération Securus sert de trait d'union entre la GRC et la communauté des affaires », précise Len vanNieuwenhuizen, coordonnateur d'information sur la menace terroriste à la GRC. « Les indicateurs de terrorisme sont un peu comme des pièces de casse-tête qu'on cherche dans une optique de prévention. »

Les responsables de Securus rencontrent régulièrement leurs partenaires dans toute la région pour discuter des derniers incidents de terrorisme survenus dans le monde et leur communiquer des pratiques exemplaires afin de les préparer à réagir à une éventuelle menace.

« On ne veut pas faire peur aux gens », nuance Brenda Schellenberg, coordonnatrice de l'opération. « L'objectif est de les sensibiliser, pas de les alarmer. »

L'opération Securus s'inspire du projet Griffin, une initiative britannique de prévention du crime lancée après les attentats à la bombe commis à Londres en 2005. Le SPV l'a conçue en 2008 afin de lutter contre les menaces terroristes ciblant les Jeux olympiques d'hiver de 2010 à Vancouver.

La GRC et le SCRS ont par la suite reconnu le potentiel du programme et communiqué avec le SPV afin d'en élargir la portée. Ressources naturelles Canada, le Service de police de Delta et le Service de police d'Abbotsford y participent maintenant aussi.

Depuis le relancement officiel de l'opération Securus en janvier 2014 à titre de partenariat entre le SPV, la GRC et le SCRS, plus de 300 entreprises et propriétés s'y sont jointes volontairement.

SÉCURITÉ AÉROPORTUAIRE

Le programme mise également sur la participation du personnel affecté aux infrastructures, notamment dans les domaines de la sécurité et des transports. Le serg. Murray MacAulay de la GRC travaille à l'aéroport international de Vancouver, qui compte plus de 26 000 employés. Il communique régulièrement avec les membres de Securus.

« Les aéroports sont d'immenses carrefours. Une foule de gens y passent, souvent pour des déplacements internationaux, souligne-t-il. Il devient assez facile de repérer les choses ou les personnes qui détonnent. En observant chaque passant, on peut habituellement deviner ce qu'il fait à l'aéroport. »

Les membres de l'opération Securus se rendent à l'aéroport de Vancouver pour présenter des exposés à son personnel et à celui des compagnies aériennes. Ils mettent un accent particulier sur les agents d'enregistrement, qui voient tous les voyageurs aux points d'arrivée et de départ.

« L'information est transmise à tous, jusqu'aux préposés du Starbucks et aux bagagistes, note le serg. MacAulay. Un aéroport est une communauté en soi, et il est important de la connaître. »

RECONNAÎTRE LES SIGNES

Les terroristes s'adressent souvent à des entreprises ou des organisations pour obtenir équipement, ressources et services. Lors de ces interactions quotidiennes, les commerçants peuvent remarquer un comportement inhabituel et le signaler à la police.

« Chaque incident présente des indicateurs qui peuvent être reconnus, signalés et analysés, dit Brenda Schellenberg. Parfois, la chose bizarre qu'on ne signale pas mène à un incident plus notable. »

Dans le cadre de l'opération Securus, on traite en priorité les incidents suspects signalés par les partenaires du milieu des affaires.

« Les entreprises qui observent des anomalies peuvent se demander s'il y a lieu de déranger la police avec ça, observe Len vanNieuwenhuizen. On essaie de communiquer. On les encourage à signaler tout ce qui leur paraît étrange ou anormal. »

DES TACTIQUES QUI ÉVOLUENT

Après les attentats commis à Paris en novembre 2015, des représentants de l'opération Securus ont rencontré les responsables de la sécurité de centres commerciaux et d'autres lieux publics achalandés pour leur expliquer comment reconnaître et signaler les incidents suspects.

Lors de cette rencontre, les représentants de Securus ont aussi analysé les nouvelles méthodes de communication utilisées par les terroristes. À Paris, les assaillants avaient délaissé le courriel et les textos pour les échanges par Instagram et Snapchat, plus difficiles à dépister.

« Le terrorisme est très dynamique et évolue sans cesse. Il faut donc informer les entreprises en conséquence », résume Len vanNieuwenhuizen.

Pendant que les terroristes cherchent de nouvelles façons de menacer le public, la police doit s'employer à leur damer le pion.

« L'opération Securus officialise un travail qu'on a toujours fait et qui doit se poursuivre chaque jour : communiquer pour assurer la sécurité de tous, » conclut le serg. MacAulay. ■

Len vanNieuwenhuizen

Les corps policiers qui participent à l'opération Securus se réunissent régulièrement pour discuter des façons de tenir les entreprises au courant des stratégies de lutte antiterroriste.

GRC

COMMENT ÉLARGIR LE RÔLE DE SOUTIEN DE LA POPULATION?

LES SPÉCIALISTES

- **Insp. Suki Manj, off. resp. du Détachement de Lloydminster (Alberta) de la GRC**
- **Tom Stirling, gestionnaire des communications numériques, police du North Yorkshire (Royaume-Uni)**
- **David Lorrie, projet Safer Rockridge, Oakland (Californie)**
- **S.é.-m. Michael Haffner, cadre supérieur du service de police régional de Waterloo, et Christiane Sadeler, directrice administrative du WRCPC**
- **Serg. Hakim Bellal, coordonnateur, Programme de sensibilisation, Sécurité nationale, GRC, Québec**

INSP. SUKI MANJ

Il est crucial pour tout service de police de bien comprendre son rôle auprès de la population et de savoir ce que celle-ci attend de lui. Pour emprunter le langage des affaires, le public est le client, et les entreprises tentent de se fixer des objectifs qui cadrent avec ce que le client veut.

Écoutons les leçons de sir Robert Peel, considéré comme le fondateur de la philosophie sous-jacente aux pratiques policières modernes pour avoir, au XIX^{e} siècle, formulé neuf principes de police découlant du postulat que la police est le public, et le public est la police.

L'application de ces principes conduit au succès. Ce qu'il faut avant tout, c'est amener la population à s'engager de manière constructive, prendre note de ses préoccupations et lui fournir des outils lui permettant de contribuer à la sécurité de la collectivité.

Un lien de confiance s'établit ainsi avec les citoyens, qui peuvent alors agir comme nos yeux et nos oreilles. Une telle relation influe positivement sur nos activités, car le public est d'autant plus disposé à nous appuyer qu'il participe concrètement à l'atteinte de nos objectifs. De plus, le maintien de bons rapports avec la population est une source de motivation pour nos employés.

Voilà qui, sans nécessiter de ressources, d'outils ni de financement supplémentaires, peut procurer d'inestimables bénéfices.

Le Détachement de Lloydminster a mis en place plusieurs programmes destinés à faire participer le public à nos activités. Nous avons sondé la population pour recueillir ses impressions et commentaires, puis nous avons tenu des réunions publiques pour discuter des résultats du sondage et des mesures que nous proposions après prise en compte de ces résultats.

Proactifs, nous avons noué des liens solides avec les médias locaux et avons mis au point des stratégies de communication visant à rappeler aux citoyens l'importance de leur rôle en matière de sécurité publique et les moyens par lesquels ils peuvent nous prêter leur concours.

Les activités bénévoles auxquelles nos employés prennent part quotidiennement sont signalées dans des articles de presse et lors d'événements publics pour que soit reconnu leur formidable apport à la collectivité. Et nous faisons la même chose lorsque des citoyens dévient de leur train-train pour nous assister dans l'exécution de tâches usuelles.

Nous avons créé la cérémonie de remise de prix de reconnaissance du Détachement de Lloydminster pour récompenser les partenaires communautaires, les citoyens et ceux de nos membres dont la conduite ou les réalisations dépassent toutes les attentes.

Grâce à tous ces efforts, nous avons radicalement changé la façon dont la population perçoit notre détachement. Il n'y a là rien de neuf, penseront certains. Or il s'agit de nous assurer que nous disposons d'une stratégie pour communiquer avec nos « clients » à grande échelle, de sorte que ceux-ci soient désireux de contribuer à l'atteinte de nos objectifs communs.

TOM STIRLING

Comme bien d'autres services de police, celui du North Yorkshire recourt aux médias sociaux tels que Twitter et Facebook pour dialoguer avec la population, publier des conseils de prévention, annoncer la fermeture de routes et signaler la condamnation de criminels notoires.

Or nous utilisons de plus en plus ces moyens de communication pour solliciter l'aide des citoyens dans le cadre d'enquêtes criminelles et d'enquêtes sur des personnes disparues.

Le public a toujours été les yeux et les oreilles de la police. Grâce aux médias so-

ciaux, nous joignons des milliers de gens en un rien de temps, que ce soit pour les avertir qu'un individu recherché est dans les parages ou pour diffuser la photo d'une personne vulnérable ayant disparu.

Par exemple, dans le cadre de notre programme « Caught on Camera », nous diffusons activement sur notre site Web et nos pages Facebook et Twitter des images captées par télévision en circuit fermé (TVCF) montrant des suspects et des témoins dans des affaires criminelles.

« Caught on Camera » connaît un vif succès populaire, et nos agents en font bon usage. Pour aider ceux-ci à juger de l'opportunité de diffuser une image de TVCF, on leur a fourni un tableau schématique facile à consulter qui fait une place aux considérations relatives à la vie privée, à la probabilité que le suspect soit identifié et aux répercussions sur les victimes.

De toute évidence, cela profite à l'administration de la justice pénale. Les résidents sont habilités à jouer un rôle actif dans la lutte à la criminalité dans leur quartier. Le programme ne favorise pas pour autant la diffusion de tout et de n'importe quoi : on ne publie d'images de TVCF que s'il existe un véritable motif policier de le faire, et on les retire au terme d'une période déterminée.

« Caught on Camera » n'est qu'une de nos façons d'encourager le public à appuyer nos enquêtes. Dans les affaires où une personne très vulnérable est portée disparue, l'aide de la population peut s'avérer capitale. En quelques minutes, on peut faire circuler la photo de la personne disparue, et même en limiter la transmission aux résidents d'un secteur particulier.

Voici un exemple. En novembre dernier, une jeune fille vulnérable a été portée disparue à son école. Des dizaines d'unités policières, y compris une équipe héliportée, ont sillonné le secteur en vain pendant des heures. Ce n'est qu'après avoir reçu l'appel d'un citoyen qui l'avait reconnue grâce à la photo diffusée sur notre page Facebook que nous l'avons retrouvée saine et sauve. Elle s'était rendue très loin de son lieu de départ en utilisant les transports publics. Bref, les médias sociaux nous donnent une occasion en or d'amener le public à soutenir nos enquêtes. La police du North Yorkshire possède un réseau d'environ 90 comptes Twitter locaux, et la page Facebook de l'organisation compte plus de 50 000 « j'aime ».

La collaboration avec cet auditoire, déjà disposé à épauler son service de police local, peut nous aider à arrêter les criminels recherchés et protéger les personnes vulnérables portées disparues.

DAVID LORRIE

Parfois, la meilleure façon dont les résidents d'un quartier peuvent accroître leur propre sécurité consiste à adjoindre leurs propres ressources à celles de la police.

Il y a deux ans, j'ai discuté avec un groupe de résidents dans un petit appartement en étage situé dans ce qui est probablement l'un des plus beaux quartiers de la région de la baie de San Francisco, celui de Rockridge, à Oakland (Californie). Quelques jours plus tôt, les architectes travaillant au rez-de-chaussée avaient été victimes d'un vol à main armée. Au cours des semaines précédentes, un voisin habitant un peu plus loin avait été détroussé au coin de ma rue par trois hommes armés, un voisin de la même rue parti à l'épicerie avait été volé sur le chemin du retour, et dans l'aire de covoiturage, six pâtés de maisons plus loin, une vingtaine de personnes avaient été tenues sous la menace d'un pistolet.

La Ville d'Oakland était en crise. D'énormes problèmes budgétaires avaient forcé la police à réduire son effectif comme jamais auparavant. Elle avait dissous son groupe de la circulation, avait suspendu les services non essentiels et ne s'occupait que des affaires retenues au triage.

On s'est dit qu'il fallait faire quelque chose. Nous avons alors engagé une entreprise de sécurité pour patrouiller dans le quartier, mais cela semblait hors de prix. Pour des services privés de patrouille assurés par des individus non armés à bord d'un véhicule identifié, il fallait qu'au moins 250 des 4 000 foyers du quartier cotisent 20 $ par mois. Un résidant nous a alors suggéré de recourir à l'externalisation ouverte, une pratique sociomédiatique très en vogue. En 48 heures, nous avons atteint notre objectif et récolté la contribution de plus de 650 foyers.

Les patrouilleurs privés, dont la visibilité produit un effet dissuasif sur les malfaiteurs, ont pour unique mandat, aux heures de pointe de la criminalité, d'être les yeux et les oreilles du service de police d'Oakland, à qui il peut d'ailleurs fournir d'utiles observations. Une analyse statistique effectuée à partir de données publiques indique que les patrouilles pourraient concourir à réduire la criminalité dans le secteur, et on relève plusieurs cas où des patrouilleurs sont venus en aide à des résidents en faisant avorter un crime en train de se dérouler.

Malgré le fait que les services fournis s'adressent à tous les habitants du quartier, contributeurs ou non, nous avons toujours plus de 500 contributeurs. Nous tenons un site Web et faisons paraître un infocourriel mensuel qui fait le point sur les patrouilles et donne quelques idées de stratégie globale pour réduire la criminalité.

On ignore combien de temps encore les patrouilles fonctionneront. Le personnel du service est presque revenu à un niveau normal, et dans l'ensemble, la criminalité a diminué depuis l'entrée en action des patrouilles privées. Dans une ville aussi grande qu'Oakland, il peut être difficile de croire à la valeur de sa propre contribution. Mais en commençant avec un groupe de résidants désireux d'influer sur la vie de leur quartier, nous croyons être parvenus à changer les choses.

S.É.-M. MICHAEL HAFFNER ET CHRISTIANE SADELER

La sécurité publique est le socle sur lequel repose la qualité de vie dans les municipalités. La région de Waterloo, qui compte près de 600 000 habitants, est l'une des plus sûres du pays, et elle est décidée à le rester. Ce n'est pas là un vague désir, mais une façon déterminée d'articuler la prestation des services policiers

Saterll Singh est l'un des trois agents de sécurité du secteur privé qui patrouillent dans le quartier Rockridge, à Oakland, aux heures de la journée où les crimes sont les plus fréquents.

Projet Safer Rockridge

à celle de services sociaux, médicaux et communautaires.

La région de Waterloo possède une longue tradition de collaboration. C'est dans cet esprit qu'en 1994 a été créé le premier grand conseil intégré canadien pour la prévention du crime.

À l'époque, le chef du service de police de la région de Waterloo, Larry Gravill, s'est vu confier la tâche de donner corps à l'idée d'une méthode communautaire de prévention de la criminalité. Il a formé une coalition pluridisciplinaire de partenaires locaux prêts à démêler et à combattre ensemble les causes de la criminalité. Ce partenariat a été baptisé le Waterloo Region Crime Prevention Council (WRCPC).

Gravill a compris que, pour réussir, la police devait partager le leadership et contribuer, à titre de partenaire égal aux autres, à résoudre le complexe problème de la criminalité. Cela supposait que nous reconnaissions notre incapacité à régler, par une action répressive, les problèmes liés à la pauvreté, à la toxicomanie, à la parentalité, au désordre social, etc. Le WRCPC a été créé pour fournir une expertise variée et un engagement commun pouvant appuyer les initiatives locales, infléchir les politiques publiques, informer la population, influer sur l'allocation des ressources et mobiliser la collectivité dans un vaste programme de prévention.

D'importants efforts sont déployés en ce sens, et le WRCPC est maintenant un acteur clé de la gouvernance locale et de la mobilisation communautaire. En diffusant de l'information et des idées pour prévenir la criminalité, en mobilisant les jeunes et les quartiers ainsi qu'en organisant des événements pour souligner telle ou telle réalisation ou braquer les projecteurs sur tel ou tel enjeu communautaire, le WRCPC incite la population à prendre sa sécurité en mains.

En plus du dialogue qui se poursuit tous les mois et de la référence à un plan stratégique commun, c'est à la place qu'y tiennent les relations que le WRCPC doit son succès. La confiance entre les partenaires permet l'émergence d'une vision consensuelle d'un avenir prometteur et sécuritaire pour tous les membres de la collectivité.

Certes, on ne découvrira pas les causes profondes de la criminalité du jour au lendemain, mais on ne saurait vraiment assurer la sécurité sans conjuguer l'action d'une population confiante et mobilisée avec celle de la police communautaire. Les citoyens

Waterloo Region Crime Prevention Council

Le Waterloo Region Crime Prevention Council encourage les citoyens à prendre une part active au maintien de leur propre sécurité.

doivent se sentir à l'aise d'appeler la police et ses partenaires et être convaincus que ceux-ci peuvent répondre à leurs besoins.

On ne doit toutefois pas sous-estimer le rôle de la police. Celle-ci n'est pas seulement un partenaire essentiel : elle donne de la crédibilité à la collectivité et supplée à ses insuffisances dans l'exécution de tâches qui, sortant du simple cadre policier, visent à attaquer le problème à sa racine. Ainsi une idée jugée peut-être controversée il y a vingt ans est-elle devenue le pivot d'un renforcement des activités policières favorisant la sécurité communautaire.

SERG. HAKIM BELLAL

Amener les communautés à participer à la protection de la sécurité nationale du Canada repose sur des mesures exhaustives de sensibilisation et d'approche communautaires.

Même si les responsables de l'application de la loi et du renseignement ont un rôle bien défini à jouer en matière de prévention et d'intervention, la GRC doit continuer de miser sur la sensibilisation et l'éducation de la population.

Les communautés sont au cœur de cette approche, mais elles doivent, de même que les organismes, les associations et le secteur privé, jouer un plus grand rôle.

En période de tensions et de conflits, xénophobie, racisme et haine envers certains groupes de la société sont souvent exacerbés. L'intolérance qui alimente le discours tordu des terroristes pourrait cependant être contrée par les organismes civils ainsi que les dirigeants, les associations et les mouvements religieux et culturels.

Nos mesures de sensibilisation visent à mettre en place des solutions de rechange ou à les améliorer. La société civile doit faire plus pour combattre la propagande que les groupes terroristes et extrémistes véhiculent dans les médias sociaux et leurs publications. Il est essentiel que le message et le messager proviennent des communautés elles-mêmes.

Divers organismes non policiers doivent participer davantage à la lutte contre la radicalisation menant à la violence. Ce rôle n'est pas exclusif aux intervenants communautaires. Mentors et leaders multiconfessionnels peuvent influencer favorablement les individus qui se sont radicalisés ou qui risquent de le devenir. Toute personne d'influence peut aider les individus à risque à changer d'attitude, à modifier leurs croyances et à adopter les valeurs canadiennes.

Il importe d'encourager les membres de ces organismes à participer activement aux comités consultatifs mis sur pied par les communautés en partenariat avec la police. La tenue régulière de réunions leur assurera une voix aux plans d'action communautaires. Ce type de partenariat pourrait mener à une plus grande mobilisation pour la recherche de solutions appropriées.

Parents, proches, enseignants et autres parties sont souvent les mieux placés pour déceler les premiers signes de radicalisation menant à la violence. Comprendre ces signes et les reconnaître rapidement constituent le meilleur moyen de prévenir ce phénomène.

Les terroristes et les extrémistes se servent des médias traditionnels et sociaux pour mener leur propagande violente. Nos partenaires des médias ont une responsabilité sociale à cet égard. Il convient de les encourager à contrer la propagande violente visant le recrutement de jeunes Canadiens et à diffuser plus largement le témoignage des personnes qui ont été touchées par le terrorisme. L'accent doit être mis sur la reconnaissance des signes indiquant un comportement criminel plutôt que sur les libertés garanties par la *Charte canadienne des droits et libertés*, dont celle de la religion.

La sécurité nationale n'est plus la responsabilité exclusive du gouvernement, de la GRC ou des organismes de renseignement. Elle appelle à la collaboration de tous les Canadiens et à un solide partenariat public-privé, car elle est l'affaire de tous. ■

« CONNAISSEZ-VOUS MON MEURTRIER? »

UNE CAMPAGNE DE SENSIBILISATION À LA RECHERCHE D'INDICES SUR DES CAS NON RÉSOLUS

par Eric Stewart

Le logo du Projet Devote est un casse-tête représentant la forme du Manitoba. Une pièce manque — à l'image des cas de disparition non résolus abordés par l'équipe mixte de la GRC et du Service de police de Winnipeg (SPW). C'est un rappel que ces dossiers exigent davantage — de temps, d'investigation et d'information de la part du public.

Evelyn Stewart était vulnérable. On était en 1998 et elle travaillait dans le commerce du sexe à Winnipeg pour survivre tandis qu'elle était aux prises avec une toxicomanie. Dans la froide matinée du 20 mars, on a retrouvé son corps dans un stationnement. Sa mort — c.-à-d. son meurtre — était violente, selon les enquêteurs. Assez violente pour laisser soupçonner que son meurtrier était fort probablement une connaissance.

On n'a jamais retrouvé le meurtrier d'Evelyn Stewart. Son cas s'ajoute aux dizaines d'autres cas similaires — des habitants du Manitoba victimes d'exploitation portés disparus ou dont on a retrouvé le corps. Cet épineux problème est abordé de front par les forces policières de la province grâce au Projet Devote, chargé d'élucider 28 cas non résolus où l'on soupçonne un acte criminel.

« Les victimes sont des membres de la collectivité, explique l'agent Jason Michalyshen, du SPW, porte-parole du Projet. Nous sommes dans l'obligation de tirer les cas au clair, afin de permettre à la famille de tourner la page, en toute légitimité.

Certaines des affaires remontent à plusieurs décennies et les pistes sont rares. Lorsque les enquêteurs disposent de si peu d'indices, il faut s'en remettre à une campagne de sensibilisation.

On recourt à des panneaux-réclames, des annonces dans la rue et sur les autobus, des conférences de presse, des vidéos dans YouTube — tout ce qui peut rappeler aux citoyens le visage des femmes disparues. Des slogans percutants comme « Connaissez-vous mon meurtrier? » apparaissent sous des rangées de photos et de dates de disparition.

Et, tout au bas, le numéro d'une ligne de signalement.

« L'indice le plus anodin peut mener à l'information importante dont nous avons besoin — il peut s'agir d'un détail aussi insignifiant que ce que la victime portait lorsqu'on l'a vue pour la dernière fois ou aussi important que la personne avec qui elle a été vue pour la dernière fois, explique le serg. Rob Lasson, de la GRC, chef d'équipe du Projet Devote. « Il y a des gens qui en savent beaucoup, mais qui hésitent à le signaler. Nous devons trouver des moyens d'obtenir l'information. »

En fin de compte, il s'agit de capter l'attention des gens et de raviver leurs souvenirs. Même des gens que nous avons déjà interrogés pourraient disposer d'autres renseignements, il suffit quelquefois d'un simple coup de pouce dans la bonne direction.

« Quiconque a des liens avec le sujet de l'enquête — que ce soit parce qu'il connaissait la victime, ou a été témoin de quelque chose — si on ravive son souvenir, on peut espérer qu'il composera le numéro, explique l'agent Michalyshen. La résolution du cas pourrait ne tenir qu'à un coup de fil. »

Chaque salve publicitaire a engendré une sensibilisation accrue — et une série de signalements — de la part du public. Dans un cas, un panneau-réclame sur le meurtre d'Evelyn Stewart s'est retrouvé directement en face de l'enseigne d'une autre société publicitaire au sujet d'une boîte de nuit. L'indignation subséquente des citoyens a permis d'attirer davantage l'attention sur l'enquête : conséquence inattendue, mais heureuse.

Certaines campagnes publicitaires sont adaptées à la victime — au point de choisir stratégiquement le quartier où annoncer l'invitation de signalement. En étudiant chaque cas, les enquêteurs déterminent les endroits fréquentés par des connaissances de la victime, sa famille ou des témoins qui auraient pu connaître la victime.

« Nous avons sauté dans une fourgonnette », explique Sue Murray, conseillère en stratégies de communication à la GRC affectée au Projet Devote. « Nous avons sillonné la ville à la recherche des meilleurs endroits pour ériger des affiches grand format et des panneaux-réclames, en tenant compte de la visibilité et des endroits stratégiques.

Cela dit, rien ne remplace l'interaction directe avec le public. Le serg. Lasson se rend souvent dans des collectivités isolées ou visite la famille d'une victime pour dresser un bilan de l'enquête. Forger un lien personnel avec les gens concernés est stimulant pour l'enquêteur.

« Les citoyens sont l'une de nos ressources les plus importantes pour nous, précise l'agent Michalyshen. Sans eux, une tâche déjà difficile le serait encore plus. Nous apprécions la patience, la coopération et, évidemment, le soutien du public. » ■

Le Projet Devote a récemment affiché des annonces dans les autobus de Winnipeg, agrémentées de slogans percutants et de l'image de victimes pour attirer l'attention sur des cas non résolus.

GRC

LUTTE ANTICORRUPTION

UN NOUVEAU CENTRE RÉUNIT LA POLICE, LES UNIVERSITAIRES ET L'INDUSTRIE

par Amelia Thatcher

Amelia Thatcher

Garrick Apollon (à gauche), de l'Université d'Ottawa, et le serg. Patrice Poitevin de la GRC renseignent des entreprises canadiennes sur la corruption, par l'intermédiaire du Centre canadien d'excellence contre la corruption.

Selon la Banque mondiale, plus d'un billion de dollars sont versés en pots-de-vin chaque année. Désormais, la GRC collabore avec des chercheurs et l'industrie en vue de créer un centre axé sur la lutte à la corruption au pays.

Mis sur pied par l'Université d'Ottawa en décembre dernier, le Centre canadien d'excellence contre la corruption (CCECC) constitue une plaque tournante de renseignements et de réseautage.

« Le Canada assume un rôle de premier plan dans le monde, souligne Garrick Apollon, professeur à l'Université d'Ottawa et cofondateur du Centre. « Notre équipe constituera un centre d'études et de recherches pour le reste du monde.

Le Centre offrira gratuitement des renseignements, des outils et de la formation aux partenaires de l'industrie, en particulier aux petites et moyennes entreprises, aux organismes non gouvernementaux et aux organismes de bienfaisance. Il s'agit de favoriser les échanges, de fournir des ressources et de mettre en commun les pratiques exemplaires.

« La corruption, c'est ce qui détruit les fibres de la démocratie et la règle de droit, explique M. Apollon. Ce fléau sévit non seulement dans les pays en développement, mais chez nous également. »

Le Centre réunit un éventail de spécialistes : dirigeants d'entreprise, avocats, universitaires, étudiants et représentants de la police. Cette démarche coopérative permet à la GRC de sévir contre la criminalité en col blanc avec une plus grande efficacité.

« Les enquêtes anticorruption sont fastidieuses et complexes », précise le serg. Patrice Poitevin, enquêteur à la Division nationale de la GRC à Ottawa, dont le mandat consiste à enquêter sur les menaces à l'intégrité économique du Canada. « Notre efficacité repose sur une démarche équilibrée de prévention et de répression. »

MOBILISATION D'ENTREPRISES

La GRC prévoit mettre à profit les études récentes produites par les experts à l'Université d'Ottawa pour sensibiliser les entreprises aux lois anticorruption. Le serg. Poitevin explique qu'il faut surtout faire connaître les conséquences de la corruption et les moyens pour les sociétés publiques et privées d'atténuer les risques.

Pour changer les comportements et les normes sociales dans les entreprises, les lois ne sont pas suffisantes, il faut promouvoir la gouvernance éthique, précise le serg. Poitevin, d'où la nécessité de former et de sensibiliser les intervenants. »

De nombreuses petites et moyennes entreprises ne disposent pas des ressources nécessaires pour mettre en place un plan anticorruption. Jusqu'ici, le CCECC a offert une formation gratuite à plusieurs entreprises, y compris JCM Capital, une société d'énergie propre axée sur les nouveaux marchés.

« Dans les premiers temps, nous n'étions pas informés et nous n'avions aucune idée de la gravité du problème, explique Martin Ritchie, directeur de la gestion du risque et cofondateur de JCM Capital. Nous étions un peu naïfs, et nous n'avions pas de budget à investir dans ce secteur. »

La société de M. Ritchie exerce ses activités dans les régions parmi les plus dangereuses du globe, notamment au Tchad et au Nigeria. Ces dernières années, JCM Capital a été exposée à des stratagèmes de pots-de-vin. Aujourd'hui, M. Ritchie est conscient des avantages d'investir dans un programme anticorruption.

Il est utile pour notre société de collaborer avec le Centre à des campagnes de financement, au développement d'entreprises et à l'attraction et au maintien de talents de premier ordre, explique M. Ritchie. Pour de multiples raisons, il importe d'être perçu favorablement sur le plan de l'éthique par le marché. »

Le Centre offre également aux entreprises comme JCM Capital la possibilité de mettre en commun leur expérience et leurs pratiques exemplaires.

MOBILISATION D'UNIVERSITAIRES

Dans la dernière décennie, les entreprises à l'échelle mondiale ont amorcé un virage vers une transparence et une responsabilisation accrues. Les scandales de corruption comme ceux qui ont éclaboussé la Fédération Internationale de Football Association (FIFA) et Volkswagen ont porté le problème à l'avant-scène.

« La corruption fait l'objet d'une répression policière, ainsi que d'une sensibilisation et d'une opposition accrues de la part de la société, souligne le serg. Poitevin. Désormais, les entreprises aux pratiques conformes à l'éthique jouissent d'un avantage sur la concurrence. »

Le projet mobilise les universitaires et les étudiants. Des étudiants en administration comme Alex Puppa à l'Université d'Ottawa veulent en apprendre le plus possible pour réussir dans leur carrière.

« Nous sommes les leaders de demain, explique-t-il. La formation théorique, c'est bien, mais il importe aussi d'obtenir une expérience pratique des problèmes afin de contribuer à la solution. »

Le Centre mobilisera cinq autres universités du pays, ainsi que l'Université du Sussex au Royaume-Uni.

« La participation d'une organisation comme la GRC confère une légitimité accrue au projet, qui ne concerne pas juste certaines sociétés, explique Alex Puppa. Tout le pays se mobilise dans cette initiative. » ■

Robert Hoetink

Une étude néerlandaise visait à déterminer si le soutien pour le phénomène de justicier est lié à l'absence de confiance envers la police.

L'APPUI DES CITOYENS POUR LES JUSTICIERS

QUEL LIEN AVEC LA CONFIANCE ENVERS LES CORPS POLICIERS?

par Nicole Haas, Ph. D., Université Érasme, Rotterdam, et J.W. de Keijser, Ph. D., professeur à l'Université Leiden

Tabasser un voleur à l'étalage, poignarder un agresseur sexuel et abattre un cambrioleur : une violence qui suscite l'indignation, mais aussi l'approbation du public. Au Canada en 2009, lorsque David Chen, un commerçant, a été arrêté pour avoir pris en chasse un voleur à l'étalage récidiviste et l'avoir enfermé dans sa fourgonnette, l'affaire a soulevé la controverse. M. Chen a été accusé de voies de fait et de séquestration. Les accusations et le procès criminel ont provoqué un vif débat public : M. Chen était-il un héros ou un criminel?

M. Chen a été acquitté. On recense de nombreux cas où des citoyens ayant usé de violence extrême contre des présumés criminels ont ensuite été cités en exemple par le public. Ces cas ont alimenté des débats animés sur l'initiative personnelle et les limites et les lacunes des organismes d'application de la loi. Le public a manifesté son admiration pour les justiciers et qualifié leur comportement de justice vertueuse.

Lorsque des citoyens expriment leur appui envers le crime et les criminels, l'on est en droit de s'interroger sur le pourquoi de ces réactions. Le soutien du public pour les justiciers est souvent interprété comme le signe d'une confiance mitigée envers la police. Après tout, lorsque des citoyens félicitent ceux qui agissent en justiciers, cela ne suppose-t-il pas qu'ils pensent ne pas pouvoir compter sur la police pour intervenir?

Les citoyens qui s'arrogent la loi remettent en question le monopole de l'État quant au recours légitime à la force. La police est souvent considérée comme l'incarnation de ce monopole, celle-ci tendant à être beaucoup plus visible auprès des citoyens que les autres professionnels de l'appareil de justice pénale. On peut donc comprendre que lorsque des citoyens soutiennent les actes justiciers, cet appui témoigne d'une remise en cause de la confiance envers la police. Mais est-ce réellement le cas?

Pour le savoir, nous avons réalisé une étude afin d'évaluer si le soutien pour les justiciers est attribuable à une confiance mitigée, voire inexistante envers la police. En particulier, nous avons établi une distinction entre la confiance en général et dans une situation donnée.

MÉTHODE

Nous avons présenté une brève étude de cas sur un acte justicier à nos répondants et leur avons posé quelques questions. La mise en situation décrivait deux actes criminels : un vol à l'étalage et l'acte de violence subséquent de la part d'une justicière. Anne, une commerçante, soupçonne une cliente de se livrer au vol à l'étalage. Ses doutes sont corroborés par la bande d'une caméra de surveillance. Elle envoie la bande à la police dans l'espoir que celle-ci intervienne. Quelques jours plus tard, la même cliente revient et vole un t-shirt, mais, consciente d'avoir été observée, parvient à s'éclipser. Le lendemain, la commerçante, qui se trouve en ville lors d'un jour de congé, croise la voleuse. Elle la saisit par le bras et la brutalise.

Après avoir lu la mise en situation, les participants ont répondu à un sondage. Ils ont précisé dans quelle mesure ils étaient d'accord avec une série d'énoncés selon une échelle allant de 1 (totalement en désaccord) à 5 (entièrement d'accord). La question du soutien aux justiciers a été évaluée selon 16 points : appui aux justiciers, empathie avec la contrevenante et la victime, châtiment, caractère méritoire et blâme. Parmi les énoncés proposés : « Ce qu'Anne a fait est justifié » et « Grâce à des personnes comme Anne, quelque chose est fait pour réprimer le crime. » Pour mesurer le degré général de confiance envers la police, on a présenté 8 énoncés concernant la

police, notamment : « La police fait bien son travail » et « Les policiers sont là quand on a besoin d'eux. »

Pour déterminer si l'appui pour les justiciers est lié au degré d'intervention de la police, nous avons varié celle-ci selon les cas. Dans le cas d'une intervention rehaussée, un policier se présente au commerce pour poser des questions sur le vol. Il promet d'effectuer une surveillance plus fréquente du magasin, puis donne à la commerçante un numéro de téléphone où elle pourra le joindre en tout temps. Dans le cas d'une intervention minimale, la commerçante n'entend pas parler de la police après lui avoir transmis les bandes vidéo. Lorsqu'elle communique à nouveau avec la police de sa propre initiative, on lui répond qu'on n'a pas le temps de s'occuper de l'incident.

Nous voulions aussi savoir si le soutien à l'endroit des justiciers dépend des facteurs propres à la situation. Nous avons donc fait varier le degré de violence exercée par la justicière. Dans le cas d'une violence moindre, elle frappe la voleuse, qui s'en tire avec un œil au beurre noir et un mal de tête. Dans le cas d'une violence intense, la voleuse s'écroule au sol après avoir été frappée par la justicière, et celle-ci lui assène des coups de pied à la tête, lui brisant la mâchoire et provoquant une commotion aiguë.

Afin de joindre un échantillon varié de citoyens, nous avons recueilli des données en distribuant un questionnaire aux usagers du train. Sur un échantillon de 385 personnes, le taux de réponse était de 70 p. 100, l'âge moyen, de 35 ans et le taux de répondants masculins, de 55 p. 100.

CONSTATATIONS

Le niveau moyen de soutien pour cet acte justicier était de 2,73 sur une échelle de 1 à 5. En général, les répondants n'y étaient pas très favorables. L'énoncé qui a suscité le plus d'assentiment est « Anne aurait dû chercher une autre solution », ce qui laisse entendre que l'acte justicier n'était pas la réaction préférée à l'égard du vol à l'étalage. Néanmoins, une majorité — 74 p. 100 — a dit comprendre le comportement de la justicière. Autre observation notable : moins de 12 p. 100 des répondants ont éprouvé de la pitié pour la victime de la justicière.

Le taux moyen de confiance envers la police était de 3,14, soit légèrement au dessus du point neutre de l'échelle (2,5). Les répondants se sont dit le moins en accord avec l'énoncé : « Les policiers sont là quand on a besoin d'eux ». Fait intéressant, ce score correspond à celui obtenu au sujet du degré d'intervention de la police lors du crime initial. L'élément qui a suscité le plus d'assentiment concernait le respect pour la police, ce qui suppose que le mécontentement à l'égard de certains aspects de la police n'entraîne pas nécessairement une absence générale de respect pour elle.

Nous avons analysé le rôle de divers déterminants (degré général de confiance envers la police, degré d'intervention de la police à l'égard de l'incident initial et degré de violence du justicier). Le sondage montre qu'une confiance accrue envers la police correspond à un soutien moindre pour le justicier. Toutefois, les caractéristiques propres à la situation comptent aussi pour beaucoup. Plus la police est intervenue activement après avoir été avisée et reçu les bandes vidéo du vol, moins l'acte justicier était bien vu. De même, la violence exercée par le justicier a eu une incidence : un acte plus violent a suscité moins de soutien.

CONCLUSION

Notre étude offre une preuve empirique du lien souvent présumé entre le soutien pour le phénomène de justicier et la confiance envers la police. Toutefois, le degré d'intervention de la police dans une situation donnée a également une influence. Lorsque l'intervention de la police était plus mitigée à l'égard du vol à l'étalage, les gens ont exprimé un soutien supérieur pour les actions subséquentes du justicier.

Ainsi, le rôle de la police dans l'événement menant à l'acte justicier pourrait avoir des répercussions considérables sur l'opinion publique à l'égard d'une situation donnée. Dans notre étude, lorsque la police a pris au sérieux la victime du vol à l'étalage et manifesté un intérêt véritable pour l'affaire, ceci a eu pour effet d'altérer la réaction du public à l'égard de l'acte justicier, même si aucune arrestation n'avait encore été faite.

Selon notre étude, il ne faut pas sous-estimer l'incidence de l'intervention policière sur le plan concret et conjoncturel, car elle peut jouer un rôle important dans les événements menant à l'acte justicier.

Même si une personne a généralement confiance en la police, elle pourra soutenir un acte justicier lorsqu'elle estime que la police n'est pas intervenue de façon satisfaisante dans un crime donné. C'est donc dire que le degré d'intervention de la police pourrait être un facteur déclencheur ou de prévention d'un acte justicier.

Pour prévenir le phénomène de justicier, la police serait bien avisée de s'efforcer d'expliquer son intervention, ou absence d'intervention, face à un crime, aux parties concernées et à la population. Ce n'est qu'une hypothèse, mais nos constatations jusqu'ici soulignent le rôle important de l'intervention policière à la suite du crime.

En outre, comme certains actes justiciers seront impossibles à prévenir, une intervention policière appropriée, suivie d'une démarche de sensibilisation, pourrait limiter au minimum le soutien de la population à l'égard des justiciers. ■

Nicole Haas, Ph. D., est professeure adjointe à la faculté de criminologie de l'École de droit de l'Université Érasme à Rotterdam (Pays-Bas).

Jan de Keijser, Ph. D., est professeur à l'Institut de droit pénal et de criminologie, à l'Université Leiden (Pays-Bas).

Une version du présent article par Nicole Haas, Jan de Keijser et Gerben Bruinsma a paru dans le journal *Policing and Society* (vol. 242, n° 2 (2014), pp. 224-241).

L'intervention de la police dans une situation donnée pourrait jouer un rôle important dans les événements menant à un acte justicier.

Service de police de Sacramento

Les agents du SPS se servent de Nextdoor pour publier de l'information sur divers sujets, dont la tenue d'événements locaux où résidants et policiers peuvent faire connaissance.

SURVEILLANCE DE QUARTIER AMÉLIORÉE À SACRAMENTO

GÉOGRAPHISATION DE L'EFFECTIF ET RÉSEAUTAGE SOCIAL POUR MOBILISER LA POPULATION

par le chef adjoint Mike Bray, le lt. Charles Husted et Jena Swafford, service de police de Sacramento

Comment rebâtir intelligemment une organisation après des années de compressions de dépenses et de personnel? Comment mobiliser efficacement la population afin d'assurer la sécurité de son milieu de vie et de réduire la criminalité? Comment favoriser le dialogue entre policiers et résidants?

La réponse à ces questions, le service de police de Sacramento (SPS) l'a trouvée dans la géographisation de l'effectif, une méthode repensée de surveillance de quartier, et dans l'utilisation de Nextdoor, un service privé et gratuit de réseautage social destiné aux citadins des États-Unis.

En 2013, le SPS s'est attaqué à ces difficiles questions et a amorcé un travail de reconstruction sur la base d'une nouvelle vision stratégique. L'essentiel de cette reconstruction a consisté à substituer un modèle policier géographisé au modèle conventionnel du travail d'équipe.

GÉOGRAPHISATION DU TRAVAIL POLICIER

De 2008 à 2012, le SPS a vu son budget diminuer de 30 p. 100, ce qui s'est traduit par la suppression de plus de 200 postes civils de soutien et l'élimination, par attrition et licenciements étalés sur deux ans, de 180 postes de policiers. Ces compressions ont considérablement amoindri la capacité du SPS de maintenir le même niveau de service et de présence auprès de la population.

En février 2013, le chef du SPS, Sam Somers Jr., s'est lancé dans l'aventure de rebâtir l'organisation. La première mesure majeure qu'il a prise en vue de concrétiser l'ambition du SPS de faire de Sacramento la plus sécuritaire des grandes villes de la Californie a été d'adopter une méthode de géographisation de l'effectif.

Celle-ci donne corps aux principes fondamentaux du SPS : travail en partenariat, prévention et intervention, professionnalisme, protection et appartenance communautaires. Pour résumer, la géographisation implique l'affectation à long terme de policiers dans des secteurs bien circonscrits de la ville afin qu'ils puissent nouer des relations avec les résidants et les organismes communautaires.

L'application de ce modèle découpe la ville en subdivisions plus aisées à gérer et accentue l'horizontalité de l'organisation. Auparavant, les capitaines des centres de patrouille étaient responsables des décisions opérationnelles et des initiatives de mobilisation de la population dans de vastes secteurs englobant une multitude de quartiers.

En vertu du nouveau modèle, le lieutenant de chaque centre de patrouille est responsable de districts bien précis à l'intérieur de son secteur de service assigné. Autrement dit, chaque lieutenant géographiquement affecté est désormais le « chef » des districts dont il a la charge.

Habiliter lieutenants, sergents et agents à employer des stratégies de résolution de problèmes et à s'approprier les enjeux qui animent la collectivité qu'ils servent est un élément clé du nouveau modèle, qui présente aussi l'avantage de réunir tous les intéressés dans un effort sincère et résolu pour établir des liens solides avec les résidants, les écoles et les entreprises de leurs quartiers.

Parallèlement et en appui à l'implantation du modèle d'activités géographisées, le SPS s'est mis à la recherche de solutions technologiques qui lui permettraient d'accroître considérablement sa capacité de communiquer en ligne avec les résidants.

Au terme de recherches approfondies, le SPS a jugé que Nextdoor était le réseau social idéal pour faciliter la mobilisation des résidants et la géographisation de l'effectif. Nextdoor permet aux résidants d'échanger entre eux sur tout sujet d'intérêt dans leurs quartiers respectifs.

Une fois Nextdoor entré en service, il est vite apparu que la sécurité et la

criminalité étaient des préoccupations que beaucoup d'utilisateurs partageaient, ce qui a amené l'entreprise à s'associer aux organismes d'application de la loi, aux villes et aux comtés.

La plateforme Nextdoor destinée aux utilisateurs gouvernementaux permet aux organismes de sécurité publique d'adresser des messages à des secteurs déterminés à l'intérieur de leur territoire de compétence, ce qui, jusqu'ici, a secondé à merveille les activités géographisées du SPS.

Nextdoor met en contact les quartiers les uns avec les autres, ce qui soude l'esprit collectif et permet aux résidants de prendre en mains la sécurité de leur quartier. Dans un contexte de ressources limitées, ce qui semble être la « nouvelle norme », les résidants doivent pouvoir jouer un rôle actif pour rendre leur quartier sûr – et des quartiers branchés sont effectivement plus sûrs.

NEXTDOOR

Depuis que le SPS se sert de Nextdoor, soit un peu plus de deux ans, plus d'une centaine de ses membres en sont devenus des utilisateurs. Sergents, lieutenants et capitaines géographisés peuvent publier messages, annonces et alertes à l'intention de tout quartier ou groupe de quartiers au sein de leur secteur assigné. Nextdoor rend possible l'envoi, par un organisme, de messages concis susceptibles de toucher beaucoup plus de résidants que les traditionnelles rencontres communautaires.

En combinant Nextdoor et réunions de surveillance de quartier traditionnelles dans le cadre d'un programme communautaire énergique, on démultiplie l'incidence des efforts de mobilisation. Les échanges amorcés sur Nextdoor se poursuivent en personne et amènent les résidants à faire connaissance entre eux et avec leurs agents attitrés du SPS. Ce type de dialogue renforce les liens entre les résidants et le SPS et aide à assurer la sécurité des quartiers de Sacramento.

Les policiers du SPS utilisent Nextdoor quotidiennement. Les messages publiés sont de nature diverse : signalement d'une série de crimes commis dans un secteur, conseils pour éviter d'être agressé, annonce d'un événement « Cops and Coffee » qui aura lieu dans le quartier, nouvelle portant sur l'arrestation de l'auteur d'un crime grave ayant touché toute la communauté.

Nextdoor peut tout aussi bien servir dans les situations d'urgence. Lors d'un incident critique, une alerte peut être diffusée pour donner à la population des indications sur le suspect, la météo, un abri ou une évacuation. Cette diffusion peut être le fait de l'organisme d'application de la loi ou, à un niveau supérieur, de la circonscription urbaine ou de comté d'où provient l'information.

L'idée répandue selon laquelle Nextdoor — et la plupart des médias sociaux – fait augmenter la charge de travail de la police est erronée. En fait, c'est l'inverse qui est vrai : Nextdoor permet à la police de joindre un grand nombre de gens au moyen d'un seul message bref et uniforme.

Nextdoor requiert moins de surveillance que beaucoup d'autres médias sociaux. Comme c'est un réseau privé, les services de police ne peuvent pas voir les messages affichés chaque jour par les résidants. Ce qu'ils peuvent faire, c'est publier de l'information à l'intention d'un public cible, qui peut mettre sa réponse en ligne ou envoyer un message privé directement à l'agent émetteur.

ORIENTATION SOCIOMÉDIATIQUE

Aujourd'hui, les services de police qui n'utilisent pas les médias sociaux se privent d'un moyen très efficace de communiquer en ligne avec la population. C'est à eux de faire connaître leur présence sur le réseau, de créer un groupe d'abonnés et d'habituer les résidants à les suivre.

Trait unique, tous les utilisateurs de Nextdoor avec qui les policiers sont en contact sont des Sacramentins dont les antécédents ont été vérifiés. La police peut ainsi mobiliser les résidants et faire connaître sa propre version des faits, ce dont les médias grand public ne lui donnent pas toujours l'occasion.

L'usage actuel des médias sociaux est en bonne partie dicté par la vitesse à laquelle défilent, lors d'un incident critique, l'information en ligne et les signalements des citoyens. Les services de police sont souvent contraints d'user des médias sociaux pour neutraliser et corriger des données inexactes ou incomplètes. Aujourd'hui, faire une déclaration générale sur les médias sociaux au sujet d'un incident en cours est tout aussi crucial que la tenue de conférences de presse.

En constituant un réseau d'abonnés, les organismes de sécurité publique peuvent toucher plus de gens que jamais, et en favorisant le développement de ce réseau, ils nouent et cultivent des relations avec la collectivité qui se révéleront fort utiles en temps de crise.

CONCLUSION

Après cinq ans de compressions budgétaires, de réductions de services et de mises à pied, ramener l'effectif du SPS à son niveau de 2007 promet d'être long et fastidieux. Le SPS n'aura pas la même silhouette qu'il y a cinq ans : il sera plus filiforme et plus agile.

Le virage géographique du SPS et sa volonté de tendre la main aux gens ont un effet tangible. La faculté de communiquer directement avec les résidants s'est grandement accrue : en juin 2013, 1 500 Sacramentins étaient des utilisateurs de Nextdoor; aujourd'hui, ils sont près de 44 000.

Qu'ils s'adressent aux 44 000 utili-sateurs ou seulement à ceux d'un quartier donné, les messages ciblés du SPS lui permettent non seulement d'entrer en contact quotidiennement avec les résidants, mais aussi d'ouvrir un canal de communication chaque fois qu'il en est besoin. Grâce à ce canal, des crimes ont été élucidés et des suspects arrêtés.

Le SPS est convaincu que des communautés branchées sont plus sûres et que Nextdoor est un outil de communication complémentaire qui l'a aidé à populariser et à renforcer ses groupes de surveillance de quartier tout en revigorant son travail de mobilisation communautaire. ■

Le dialogue amorcé sur Nextdoor se poursuit en personne et permet aux citoyens de rencontrer en chair et en os leurs agents attitrés du SPS.

Service de police de Sacramento

LES AVIS DE RECHERCHE À L'ÈRE NUMÉRIQUE

LE PARTENARIAT DU FBI AVEC DES ANNONCEURS CONTRIBUE À LA RÉSOLUTION DE CRIMES GRAVES

par Eric Stewart

Le jour de son arrestation, Aaron Thomas n'avait qu'une chose à dire aux policiers américains : « Vous en avez mis du temps! »

De 1997 à 2009, Thomas a agressé des femmes au Maryland et dans trois États voisins. Il les a attaquées avec des couteaux, des pistolets et une fois avec une bouteille cassée. Un groupe de victimes étaient des adolescentes qui passaient l'Halloween.

C'est une information anonyme qui a permis à la police du Maryland d'arrêter Thomas, alias le violeur de la côte Est, le 4 mars 2011. Cette information a été obtenue grâce à un nouveau type d'avis de recherche, en format numérique et non papier.

« Les avis de recherche ont contribué à la résolution de cette affaire. Je me rappelle de la vive réaction que nous avons tous eue au bureau en apprenant la nouvelle de son arrestation », lance Ken Klein, vice-président exécutif des relations gouvernementales chez Outdoor Advertising Association of America (OAAA).

Les avis de recherche ne sont pas nouveaux. La population est mise en garde contre des pirates, des bandits et des hors-la-loi depuis des centaines d'années au moyen de dépliants et d'affiches. De nos jours, cependant, les chasseurs de prime sont depuis longtemps disparus et peu de gens portent maintenant attention aux avis de recherche en format papier traditionnel.

Voici qu'entre en scène le partenariat entre OAAA et le FBI. Leur nouveau programme d'affichage sur des babillards électroniques, des écrans dans les abribus et même sur des écrans à Times Square a fait passer les avis de recherche à l'ère numérique.

Le programme d'affichage a été lancé à la Citizens Academy du FBI, tenue à Philadelphie. Il s'agit d'un programme auquel participent des dirigeants de collectivités et d'entreprises ainsi que des membres des médias qui veulent en apprendre davantage sur le rôle du FBI.

C'est là que Barbara Bridge, cadre chez Clear Channel Outdoor — l'une des plus grandes agences de publicité extérieure au monde — a rencontré deux spécialistes du FBI en sensibilisation communautaire.

En 2007, lorsque Clear Channel s'apprêtait à convertir huit panneaux d'affichage du vinyle au numérique à Philadelphie, M^me^ Bridge a communiqué avec le FBI pour savoir si cette nouvelle technologie pouvait être utile à l'organisme.

« Nous avons décidé d'essayer un programme d'avis de recherche à Philadelphie. La réussite a été telle dans les premiers mois que nous l'avons proposé à l'échelle nationale, dit-elle. Je crois que nous avons capturé 53 des pires criminels aux É.-U.; nous avons permis à des familles de tourner la page et nous contribuons à assurer la sécurité de la population. »

La façon de faire est simple : le FBI dresse la liste des criminels les plus recherchés et il fournit les noms à OAAA ou une de ses filiales. Ensuite, l'annonceur place l'avis de recherche dans sa rotation d'annonces numériques publiées dans le secteur – les avis les plus visibles sont ceux affichés sur les écrans géants.

L'objectif ultime est d'encourager les citoyens à garder l'œil ouvert afin de repérer les criminels les plus recherchés et d'inciter les personnes ayant des renseignements à les communiquer.

« Les informateurs disent qu'ils n'ont pas agi la première ou la deuxième fois qu'ils ont vu l'annonce, affirme Klein. Mais après avoir vu 30 ou 50 fois la photo d'une personne qui a fait du tort, causé de la souffrance ou tué quelqu'un, ils étaient décidés à agir. »

Le FBI a maintenant accès à 6 000 écrans dans 46 États, ce qui lui confère une capacité sans précédent pour rendre publics les visages des criminels les plus recherchés. Faire appel au public à si grande échelle donne des résultats — des douzaines d'affaires médiatisées ont été résolues grâce à des renseignements communiqués par des personnes ayant vu les avis.

« Nous avons besoin des citoyens », affirme Shanna Daniels, agent spécial au bureau des affaires publiques du FBI. Ces avis de recherche incitent les citoyens à passer à l'action. Ils ont ainsi l'impression qu'ils aident le FBI à remplir une mission. »

Les avis de recherche numériques ne sont qu'un des éléments de la stratégie du FBI pour encourager le public à appuyer les enquêtes. M^me^ Daniels cite Facebook et Twitter comme d'autres éléments importants de la stratégie de sensibilisation du FBI.

« Nous comprenons très bien l'importance de sensibiliser les citoyens et de leur communiquer des messages, poursuit M^me^ Daniels. Ce qu'ils font pour nous est extraordinaire. » ■

Photo d'un des 10 criminels les plus recherchés par le FBI en 2012 dans un kiosque à journaux près de Times Square à New York

Outdoor Advertising Association of America

IL Y A UNE APPLI POUR ÇA

LE TÉLÉPHONE INTELLIGENT, UN NOUVEL OUTIL POUR LA POLICE DE TORONTO

par Amelia Thatcher

Agent Jeff Stager

L'agent Jeff Stager (à gauche) se rend à des écoles pour établir de bons rapports avec les jeunes, offrir son aide et présenter des outils comme l'appli du SPT.

De nos jours, il y a une application pour tout, et le service de police de Toronto (SPT) compte maintenant la sienne, qu'il utilise pour moderniser sa façon de servir le public.

En août dernier, le SPT lançait son application mobile pour téléphones intelligents permettant, entre autres, de trouver le poste le plus proche, de signaler un crime, de recevoir des alertes et des conseils de sécurité, et d'interagir avec des policiers de quartier et virtuels.

« Nous voulons demeurer à la fine pointe de l'innovation », se réjouit l'agent Jeff Stager, policier de quartier au SPT. « Alors, naturellement, il faut rendre les services plus accessibles. »

Dès la première semaine, plus de 6 000 personnes l'avaient téléchargée. Impressionnant, selon Ritesh Kotak, chef de projet chargé de l'appli, sachant qu'elle a été conçue uniquement pour le Grand Toronto, qui compte environ six millions d'habitants. Aujourd'hui, 10 000 personnes l'utilisent.

« La technologie fait partie du quotidien de tous : nous devions l'exploiter pour rendre les résidants, et surtout la génération Y, actifs dans la collectivité », précise M. Kotak.

RAPPROCHEMENT DES TORONTOIS

Pionnier dans bien des domaines policiers au Canada, le SPT a une forte présence dans le Web et les médias sociaux. La nouvelle appli s'ajoute à son arsenal numérique qui comprend déjà Facebook, Twitter et LinkedIn et qui rapproche les policiers du grand public.

« Facile à télécharger, l'appli permet à monsieur et à madame Tout-le-monde de savoir à qui adresser leurs questions », affirme l'agent Stager.

Ce dernier patrouille la même zone nuit et jour, et est joignable sur Facebook et Twitter. Aujourd'hui, les Torontois peuvent également communiquer avec lui au moyen de l'application mobile.

« Dans la rue comme sur Internet, les patrouilleurs aident à prévenir le crime. Les malfaiteurs, quand ils savent qu'on est branché, sont moins tentés d'agir », explique-t-il.

L'appli s'avère aussi utile aux éducateurs et aux élèves, auprès desquels l'agent Stager travaille quotidiennement. Abbass Champsi, conseiller d'orientation pour le Toronto District School Board, estime qu'elle pourrait devenir une importante ressource pour les jeunes.

« Les postes de police et Jeunesse, J'écoute sont là pour les urgences. En même temps, c'est rassurant pour les élèves de savoir qu'un autre service leur est offert », souligne M. Champsi. « L'appli leur permet d'en savoir plus sur la loi et de prendre les choses en main. »

Il a également insisté sur l'importance d'avoir des policiers à l'écoute des jeunes. Les agents de quartier comme M. Stager contribuent à améliorer les relations, et l'appli facilite davantage les communications.

« Par les temps qui courent, le téléphone est le meilleur moyen de communiquer avec nos jeunes. Les policiers doivent donc se brancher pour se rendre accessibles », ajoute M. Champsi.

LUTTE CONTRE LA CRIMINALITÉ

C'est l'entreprise texane MobilePD qui a créé l'appli pour le SPT. En 2009, elle a destiné son premier produit au service de police de Santa Cruz (Cal.).

Au Canada, le service de police de Victoria (C.-B.) a été le premier à obtenir en 2013 une application mobile. Depuis, 50 services américains et 10 canadiens en ont commandé.

Les fonctions de l'appli varient d'un service à l'autre, selon les réalités du terrain.

« Nous avons élaboré certaines fonctions pour les besoins du SPT », explique Jamieson Johnson, vice-président du développement commercial chez MobilePD. « Le service avait besoin d'un outil de communication avec ses policiers de quartier, ce qui était tout nouveau pour nous. »

Le but ultime de l'appli est d'aider les policiers municipaux à mieux lutter contre la criminalité. D'après MobilePD, dans certains secteurs, le taux d'indices reçus a augmenté de 300 p. 100, et le nombre de rapports de police, de 100 p. 100.

Au dire de M. Kotak, l'appli a été bien accueillie par les Torontois. Le SPT entend collaborer avec MobilePD à la mise à jour régulière de l'appli, en affinant les fonctions existantes et en en introduisant de nouvelles.

« Si le public est bien informé, il sera prêt à aider et à faire partie de la solution », conclut-il. ■

UN OUTIL CITOYEN

UN SITE WEB AIDE LES COMMERÇANTS À LUTTER CONTRE LA PETITE CRIMINALITÉ

Il est difficile de prévenir les délits mineurs... et encore plus de les résoudre. C'est pourquoi Simon Gordon, propriétaire d'entreprise, a créé Facewatch, un site Web britannique qui facilite la communication entre les commerçants, et avec la police locale, pour lutter contre le crime. Amelia Thatcher nous livre les avantages de cet outil, exposés par M. Gordon.

POURQUOI AVEZ-VOUS CRÉÉ FACEWATCH?

J'ai repris le commerce de mon père à Londres, Gordon's Wine Bar, en 2003. Nous nous sommes beaucoup développés dans les années suivantes, mais je ne pouvais pas empêcher les clients de nous voler. Nous essuyions environ 15 vols par mois. J'ai examiné le processus de signalement des crimes et me suis dit : « C'est fou, c'est tellement inefficace. » Alors, j'ai consulté la police et quelques autres personnes, puis j'ai commencé à travailler sur la plateforme Facewatch en 2010.

COMMENT EST-IL UTILISÉ PAR LES COMMERÇANTS?

C'est avant tout une plateforme de signalement des crimes. On peut créer un profil d'entreprise pour échanger des images de criminels avec certains groupes. Par exemple, les restaurants échangent avec d'autres restaurants, les musées avec les musées, etc. Les commerces sont organisés par secteur et par endroit, parce que la plupart des voleurs de faible envergure sont spécialisés et ont un territoire restreint.

COMMENT AIDE-T-IL À RÉSOUDRE UN CRIME?

Disons que vous allez prendre un verre et qu'on vous vole votre sac. Normalement, vous appelez la police ou vous passez au poste de police pour signaler le vol. La police vient ensuite chercher l'enregistrement vidéo des caméras de sécurité en circuit fermé du commerce, puis s'efforce de démasquer le coupable. Cela prend beaucoup de temps. Avec Facewatch, un commerçant peut télécharger l'enregistrement vidéo, préparer un rapport, puis appuyer sur un bouton pour transmettre le tout à la police. Pour endiguer le crime, il faut être rapide, sinon c'est déjà dépassé. Facewatch tient la police au courant.

VOUS AVEZ EU RECOURS AU FINANCEMENT COMMUNAUTAIRE POUR DÉVELOPPER FACEWATCH. POURQUOI?

Facewatch est un outil citoyen, c'est pour les gens. Je pensais que cela intéresserait les gens, parce que tout le monde est touché par le crime. Tout le monde en parle, et connaît quelqu'un qui s'est fait voler son sac, alors je pensais que ce serait un bon moyen de recueillir des fonds. Nous avons ainsi recueilli près d'un million de livres. Et depuis, nous avons recueilli un autre million auprès d'investisseurs privés.

QUELLE EST L'AMPLEUR DU PROBLÈME?

Ce qui m'a vraiment surpris, c'est que peu de gens volent, mais ils volent constamment. Par exemple, il y a une femme responsable de 25 délits dans notre système, et ce n'est pas une exception. Alors, si l'on arrête une personne, la minivague de criminalité dans le secteur cesse immédiatement. Les commerçants sont enchantés : la criminalité a chuté de 80 à 90 p. 100 dans certains magasins.

COMMENT LA POLICE L'UTILISE-T-ELLE?

Le rôle de la police est d'assurer la sécurité des lieux et, au besoin, de procéder à des arrestations. Ce n'est pas d'aller récolter des enregistrements de caméras vidéo. Il peut s'écouler jusqu'à trois semaines entre le moment où la police recueille une vidéo et celui où elle la visionne. Avec Facewatch, les policiers peuvent la regarder en moins de 10 minutes, alors cela accélère beaucoup le processus. Et le but n'est pas seulement d'emprisonner des tonnes de gens. Ce n'est pas productif. Ce que nous essayons de faire, c'est de prévenir les crimes en voyant comment ils sont exécutés.

QUELLE EST LA RÉACTION DES SERVICES DE POLICE?

Ils adorent! Le système est gratuit pour eux, puisqu'ils fournissent un service. Ils reçoivent cet outil fantastique qui devance de beaucoup leurs propres outils. Et ils n'ont pas besoin d'aller chercher tous ces enregistrements vidéo. C'est un avantage certain pour la police. En fait, certains services de police achètent le système pour des commerces, parce qu'ils veulent qu'ils commencent à l'utiliser. Le prix mensuel pour les commerces est très peu élevé, environ le prix d'une tasse de café.

QUELLE EST LA PROCHAINE ÉTAPE?

Nous voulons adopter une démarche mondiale dès que possible. Nous permettons aux gens d'échanger de l'information grâce à la plateforme, et offrons des applications à la police et aux commerces. Nous voulons responsabiliser les gens face au crime, pour que chacun s'implique en vue d'y mettre un terme. La police a ses limites, et il est très facile pour nous, commerçants ou simples citoyens, d'endiguer la criminalité simplement en étant plus observateurs. ■

Frustré par les vols régulièrement perpétrés par les clients de son bar à vin, Simon Gordon (à droite) a créé Facewatch en 2010 pour lutter contre la petite criminalité.

Danielle Wright

LES FAITS

ENLÈVEMENT D'ENFANTS

Il n'y a rien de plus terrifiant pour un parent que l'idée que son enfant soit enlevé. Les statistiques montrent que les risques d'enlèvement par un étranger ont été gonflés – il est bien plus probable qu'un enfant soit enlevé par un de ses parents. Certains sont enlevés à l'étranger, ce qui est particulièrement tragique et complique la situation.

L'enlèvement comprend le déplacement ou la détention non autorisé d'un enfant – notamment, leurrer ou forcer un enfant à quitter son domicile ou son école.

En 2014, il y a eu 41 342 signalements d'enfants disparus au Canada selon la GRC; 122 étaient des enlèvements par un parent, seulement 29 par un étranger.

De 1987 à 2014, le nombre d'enfants portés disparus par année au Canada a diminué de plus de 15 000 selon le CIPC.

Entre 2003 et 2012, 64 alertes Amber ont été émises au Canada concernant 73 enfants enlevés. De ce nombre, 70 ont été retrouvés sains et saufs.

Recommandations de John Rabun, expert américain en enlèvement d'enfants : verrouiller les pouponnières, surveiller les entrées par caméras en CCTV et doter les bébés de bracelets électroniques à la cheville. Les hôpitaux du Québec examinent la possibilité de mettre en œuvre ce système dans leurs pouponnières.

On signale la disparition de plus de 460 000 enfants par année aux É.-U., selon le National Center for Missing and Exploited Children. Dans 97 p. 100 des cas, l'enfant est rapidement retrouvé.

Moins d'un enlèvement sur quatre est perpétré par un étranger. Généralement, le ravisseur est le parent qui n'a pas la garde, selon l'Office of Juvenile Justice des É.-U.

On indique également qu'un enfant sur quatre enlevés par un parent ou un membre de la famille est assassiné par celui-ci.

De tous les enfants portés disparus aux É.-U., le ministère de la Justice affirme que 99,8 p. 100 sont retrouvés sains et saufs. Dans presque tous les cas, ils n'ont pas été enlevés – ils ont fugué ou se sont perdus.

Selon une étude de 1997 du procureur général de l'État de Washington, seulement une centaine d'enfants américains sont enlevés par des ravisseurs violents chaque année, mais 74 p. 100 d'entre eux risquent d'être tués dans les trois heures suivant leur enlèvement.

La Poly Klaas Foundation (É.-U.) conseille aux parents de faire prendre les empreintes digitales de leurs enfants et de les donner à la police en cas d'enlèvement par un étranger.

L'expert américain en sécurité des enfants Gavin De Becker affirme que les enfants sont bien plus à risque de faire une crise cardiaque que d'être enlevés par un étranger.

La Convention de La Haye sur les enlèvements signée par 93 États est un traité multilatéral qui assure le retour rapide des enfants qui ont été enlevés de leur pays de résidence, généralement par un parent, et amenés dans un autre pays.

Le Japon a souvent été la destination des ravisseurs d'enfants à l'étranger, principalement en raison du système de justice qui traite la garde comme une question privée et de l'absence d'intervention dans les conflits internationaux de garde d'enfants. Des signalements d'enfants enlevés généralement par un parent et amenés au Japon proviennent de l'Australie, de la France, du Canada, du R.-U. et des É.-U.

Une enquête mondiale sur les enlèvements internationaux (Convention de La Haye) a démontré que 68 p. 100 des parents ravisseurs sont des mères qui amènent leurs enfants à l'étranger.

— Rédigé par Eric Stewart

Gend. Jason Lewis, Section de l'identité judiciaire du Détachement de North Battleford, GRC

Les balles s'immobilisent souvent à quelques centimètres sous la surface de la neige. Il suffit de suivre le sillon formé par la balle pour la retrouver.

BALLES PERDUES DANS LA NEIGE

TECHNIQUES UTILES POUR RETROUVER DES ÉLÉMENTS DE PREUVE

Retrouver une balle au cours d'une enquête judiciaire menée à l'extérieur est encore plus difficile lorsque le sol est couvert de neige. Ces trente dernières années, Dan McGill, un ancien agent de conservation en Saskatchewan, a travaillé à la mise au point de techniques simples et efficaces pour retrouver des balles sur des scènes de crime enneigées. Dans un entretien avec Eric Stewart, il décrit la genèse et la méthodologie de ses recherches et donne quelques conseils aux policiers désireux d'être mieux à même de localiser des balles sur des sites enneigés.

QUEL EST LE POINT DE DÉPART DE VOTRE RECHERCHE?

Tout a commencé lors d'une enquête relative à un individu qui chassait un orignal femelle hors saison. Des signes indiquaient que l'animal avait été blessé par balle. Les suspects avaient déclaré n'avoir tiré aucun coup de feu. Les douilles trouvées sur la route, à côté de leur véhicule, étaient de la même marque et du même calibre que les balles qu'ils portaient sur eux. Ces indices suffisaient à justifier la saisie de leurs armes à feu. Les quatre balles retrouvées dans la neige, toutes le long de la piste tracée par l'orignal en fuite, étaient en parfaite correspondance avec celles tirées au moyen des armes à feu saisies. Des accusations ont donc été déposées.

Cette enquête nous a permis, à moi et à Les Oystryk, agent de conservation et collaborateur de recherche de longue date, de nous rendre compte que la neige avait pour propriété de stopper les balles. La première balle retrouvée, malheureusement, avait été ralentie et déformée en transperçant le corps du gros cervidé. Heureusement, nous avons aperçu dans la neige trois autres traces de balle, dont l'aspect tendait à indiquer que les projectiles avaient pénétré dans la neige et s'y étaient immobilisés. À l'aide d'un détecteur de métal, nous sommes parvenus à retrouver les trois balles.

Ces balles n'étaient pas du même type que la première, et à peine déformées. Plus tard au cours de l'enquête, la section des armes à feu de la GRC a pu établir que les quatre balles retrouvées provenaient des armes à feu saisies. Retrouver des balles, déterminer quelles armes ont servi à les tirer, ce n'était pas nouveau, mais découvrir que la neige était propice à leur récupération, voilà qui l'était. On a compris qu'il y avait de bonnes chances de pouvoir retrouver d'autres balles sur des lieux de crime semblables. Cette info serait sûrement utile aux policiers, avons-nous pensé, mais avant de la leur passer, il nous fallait d'abord procéder à certaines recherches.

À l'origine, notre recherche portait sur quelques questions de base. Il s'agissait d'abord d'estimer la probabilité de retrouver, dans un assez bon état pour servir à une analyse de criminalistique, des balles projetées à diverses distances, en terrain enneigé, par des carabines à grande puissance de différents calibres. L'autre but poursuivi était d'élaborer des méthodes fiables pour retrouver des balles à l'aide des outils et instruments à notre disposition.

Nous espérions arriver à des résultats, utiles au point de vue de la criminalistique, que nous pourrions communiquer aux policiers et aux organismes d'application de la loi. Il nous semblait nécessaire de convaincre ces derniers que les balles étaient bel et bien stoppées par la neige et pouvaient être retrouvées. On peut s'estimer chanceux d'avoir des sols couverts de neige qui se prêtent si bien à la collecte de tels éléments de preuve.

COMMENT VOTRE RECHERCHE A-T-ELLE ÉVOLUÉ CES TRENTE DERNIÈRES ANNÉES?

Les premiers résultats de notre étude sur le terrain donnaient à penser que la présence

d'une couche de neige croûtée faisait dévier les balles et réduisait les chances de les retrouver. L'essai initial ayant été effectué au début du printemps, alors que la glaciation et la fonte répétées de la neige avaient probablement provoqué la formation d'une croûte de surface, nous avons procédé à un deuxième essai au milieu de l'hiver, dans des conditions plus proches de celles qui règnent en saison de chasse, et nous avons observé que nos méthodes étaient plus fiables et que le taux de localisation était globalement plus élevé. Beaucoup de traces de balles laissées dans la neige molle, tantôt larges, tantôt étroites, montraient aussi comment les projectiles filaient tout droit ou obliquaient dans la neige, dans les deux cas en perdant beaucoup de vitesse et d'énergie cinétique. Ces observations nous ont aidés à trouver l'endroit où chaque balle s'était arrêtée.

Au fil du temps, et pour répondre à certaines questions qu'on nous posait dans nos ateliers de formation, nous avons commencé à fournir des explications rudimentaires mais essentielles au sujet des effets de la gravité sur la trajectoire des balles, par exemple pourquoi une balle projetée à haute vitesse et une autre qu'on laisse tomber simultanément en ouvrant la main touchent le sol au même moment, ou encore comment une neige collante peut freiner et stopper les balles.

COMMENT ENSEIGNEZ-VOUS AUX MEMBRES À EMPLOYER CES TECHNIQUES?

Par une combinaison de théorie et de pratique. On passe d'abord la matinée en classe pour leur exposer les notions de physique en jeu et les techniques de localisation éprouvées. On se rend ensuite au champ de tir, où on apprend aux membres, répartis en petits groupes disposant chacun d'une variété de balles, à développer leur sens de l'observation – pour repérer dans la neige des traces caractéristiques, interpréter ces traces et savoir s'adapter aux lieux sombres et aux reflets éblouissants sur la neige – et à retrouver des balles ou des éclats de balle à la main ou à l'aide d'un détecteur de métal. On les instruit aussi du rôle capital de la patience et de la persévérance quand on travaille sur de vastes scènes de crime. Ce contexte est propice à une formation sur divers aspects de la prise de photos pendant la recherche des balles. Il arrive que tout ça se fasse dans des conditions climatiques et sur un terrain à la fois très difficiles et très proches de ce qu'on rencontre en situation réelle.

Preuve de son succès, cette formation a été incorporée au programme « Resource and Environment Law » de la Polytechnique de Saskatchewan, à Prince Albert. Elle s'adresse aux étudiants qui veulent devenir agents de conservation, et elle prévoit la participation de membres de la GRC. Dans l'ensemble, elle a jusqu'ici été bénéfique pour toutes les parties concernées.

QUELS TYPES D'ENQUÊTE PEUVENT PROFITER DE CES TECHNIQUES?

Toute enquête, criminelle ou autre, portant sur une situation où des balles peuvent avoir disparu dans la neige. Mentionnons de plus que notre expérience nous a permis d'établir des liens logiques avec d'autres genres d'indices. Par exemple, le nombre de coups de feu tirés, le lieu d'où ils l'ont été et le nombre d'armes différentes utilisées peuvent aider à retrouver des douilles.

QU'EST-CE QUE LES POLICIERS DOIVENT SAVOIR AU SUJET DE LA RECHERCHE DE BALLES DANS LA NEIGE?

La méthode consiste simplement à suivre la trace que la balle a laissée dans la neige et, si la balle ne s'est pas immobilisée trop loin, à se servir d'un détecteur de métal pour la retrouver. Bien entendu, les balles peuvent avoir différentes trajectoires. Dans notre premier essai sur le terrain, on a retrouvé une balle en parfait état sur la neige à environ 450 m du lieu de tir; pour la repérer, il nous a suffi de suivre les traces qu'elle avait faites en rebondissant sur la neige. Mais dans la plupart des cas où la balle s'enfouit dans la neige, elle creuse un léger sillon à la surface avant de s'enfoncer et de s'arrêter, habituellement moins de deux mètres plus loin, et souvent à peine quelques centimètres sous la surface.

Cette prévisibilité oriente notre méthode de localisation, qui prescrit d'abord de scruter les lieux à la recherche de sillons créés par des balles. Nous marquons ensuite d'un jalon les sillons repérés et, pour chacun d'eux, nous posons un second jalon en aval pour indiquer la direction du tir et son lieu d'origine. À l'aide de ces balises, nous examinons le terrain pour tenter de déterminer si la balle s'est immobilisée ou a poursuivi sa course. Enfin, nous nous approchons des jalons posés à l'endroit où une balle a pénétré et s'est arrêtée dans la neige, puis nous tâchons de la retrouver à l'aide du détecteur de métal.

Les traces de balle dans la neige mènent souvent à la découverte d'autres éléments de preuve, par exemple des douilles vides, des empreintes de chaussures, des traces de pneu et des lieux de tir. ■

Depuis plus de dix ans, Dan McGill enseigne ses méthodes à des étudiants et à des membres d'organismes d'application de la loi.

Gend. Jason Lewis, Section de l'identité judiciaire du Détachement de North Battleford, GRC

Service de police de San Diego

Les deux agents et deux sergents de l'équipe du Bien-être du service de police de San Diego travaillent au Centre du bien-être, un bureau aux allures de salon.

BIEN-ÊTRE EN MILIEU DE TRAVAIL

LA POLICE DE SAN DIEGO MISE SUR LA PRÉVENTION EN SANTÉ MENTALE

par la chef de police adjointe Sarah Creighton, Formation, Perfectionnement et Bien-être, service de police de San Diego

Aux prises avec une seconde éclosion très médiatisée de cas d'inconduite criminelle chez des policiers en 2011, le service de police de San Diego s'est employé à en chercher les causes, les facteurs contributifs, tout ce qui pourrait l'expliquer.

Après tout, on n'engage les policiers qu'au terme d'une rigoureuse enquête sur les antécédents et d'un examen psychologique complet. Avant d'entrer à la police, il faut avoir montré un solide sens moral et de bonnes intentions.

L'analyse de toutes les enquêtes, des personnes en cause et de leur histoire a révélé des problématiques personnelles et professionnelles qui s'étaient manifestées avant les actes criminels et qui n'auraient pas dû échapper aux collègues et aux superviseurs immédiats.

L'un vivait un divorce, l'autre luttait contre une dépendance; l'un vivait des problèmes interpersonnels au travail, l'autre peinait à composer avec une coupe de salaire. Le service offrait depuis des années des ressources d'aide à ses employés : aumôniers, psychologues, soutien par les pairs et formation en gestion du stress, entre autres. Mais dorénavant, il avait besoin que ces ressources soient utilisées de façon plus active que par le passé.

Comme d'autres services de police, le SPSD a constaté un changement de climat dû à plusieurs facteurs : coupes salariales, réforme des pensions, réduction de personnel et taux d'attrition jamais vus. L'obligation de faire plus avec moins et le sentiment de dévaluation ont pesé lourd sur les policiers qui n'ont pas tous su comment s'adapter. Et les dirigeants n'étaient pas bien préparés pour déceler ces problèmes d'adaptation et s'en occuper.

Le SPSD a décidé qu'il était temps de changer ce qu'il pouvait changer. En l'absence presque totale d'orientation et de modèles, il a mis sur pied son équipe du Bien-être.

BAPTÊME DU FEU

Au jour Un, avant même qu'elle dispose de meubles, d'ordinateurs, de téléphones et d'un énoncé de mission, l'équipe de deux collègues a été réveillée par un appel annonçant qu'une détective et sa fille avaient été poignardées à mort par le fils instable de la famille.

L'équipe a commencé par rallier toutes les ressources d'aide que comptait le service pour aller soutenir les collègues incrédules et les enquêteurs chargés du dossier.

Tristement, l'incident n'allait être que le premier d'une série qui allait faucher la vie de cinq policiers en quelques semaines. En effet, un patrouilleur en uniforme a ensuite été tué d'une balle à la tête pendant qu'il attendait à un feu rouge et deux autres policiers ont été tués dans des accidents de la route. Jamais l'équipe du Bien-être n'avait été plus nécessaire.

Ce que cette succession de tragédies a fait ressortir de plus urgent était la nécessité de mobiliser les ressources capables de débreffer l'effectif et d'intervenir sur-le-champ auprès de tous les employés touchés par des incidents critiques, qu'il s'agisse de la mort de policiers ou d'autres événements traumatisants.

Sans attendre que la gestion en fasse la demande, l'équipe a commencé à déployer les ressources. Les occasions s'étant succédées rapidement, les aumôniers, psychologues et collègues orienteurs ont vite appris à évaluer quelles ressources convenaient le mieux aux situations. Ils ont aussi appris à se confier les uns aux autres les demandes des employés touchés, sensibles au fait que les ressources les plus utiles variaient selon les souhaits ou les croyances des policiers.

Quand le policier a été tué en pleine rue, de nombreux effectifs ont été dépêchés dans un grand secteur, à la recherche du suspect. Plutôt que d'attendre la fin des quarts et le retour au poste des policiers, les aumôniers et psychologues sont allés les rejoindre sur le terrain. Ce déploiement non traditionnel se perpétue lors d'incidents où les policiers

peuvent avoir besoin d'une intervention immédiate mais ne peuvent pas quitter leurs postes.

L'équipe a aussi compris que toutes les ressources devaient suivre leur formation ensemble afin de mieux comprendre ce que chacune apporte.

Auparavant, les ressources d'aide relevaient de différents secteurs et étaient gérées séparément; elles ont été réunies au sein d'une même structure dans le but avoué de les gérer, de les coordonner et de les former en vue d'une mission commune.

Quand s'est enfin arrêtée la série de décès de policiers, l'équipe a préparé un sondage et l'a fait passer à tous les employés, assermentés et civils, ainsi qu'aux bénévoles du service, afin d'évaluer leurs besoins et d'établir ses priorités.

L'équipe se voyait comme un instrument pour réduire ou lever les obstacles au bien-être des employés, personnels et professionnels. Il est en effet impossible de séparer le travail de la maison, en raison de la technologie et de la nature du travail. L'analyse des réponses au sondage a révélé que les employés étaient préoccupés par les finances, l'épuisement professionnel, les relations familiales tendues et le stress administratif.

CHANGEMENT DE CULTURE

Aux yeux de certains policiers, il est toujours mal vu de demander de l'aide, mais on aurait tort de renoncer. Si l'on continue de former les policiers permanents en matière de bien-être et de leur parler des ressources disponibles, le SPSD sait que pour changer la culture, il faut miser sur la jeune génération.

Les nouveaux policiers apprennent dès leur arrivée que l'équipe du Bien-être est un service, au même titre que la Rémunération, le Soutien opérationnel ou le service qui les équipe en radios et lampes de poche. C'est un des nombreux services de soutien nécessaires pour bien équiper les employés, pour répondre à leurs besoins. Les ressources sont à la disposition des employés et de leurs familles, sans qu'il soit nécessaire que l'employé en informe son supérieur ou qu'il lui en fasse la demande.

La veille du début de leur formation, les cadets reçoivent un dépliant qui présente les différents services d'aide offerts et les façons de s'adresser à l'équipe du Bien-être, dont les membres peuvent être rejoints 24 heures sur 24. Leur diplôme à peine décroché, ils ont une pleine journée de préparation psychologique animée par le psychologue en chef.

C'est une occasion de plus pour le personnel d'aide de faire connaître ses ressources aux nouveaux policiers et de côtoyer personnellement les membres des familles. Les aumôniers, psychologues et employés de l'équipe du Bien-être et d'autres membres du service sont présents pour rencontrer les policiers et leurs familles. Ils expliquent la nécessité de s'occuper de son bien-être de manière préventive.

Afin de rejoindre les policiers permanents et les sergents, on leur offre deux heures de formation sur le bien-être dans leur formation avancée obligatoire. On y parle du stress post-traumatique, de suicide, de dépression, de toxicomanie et des services offerts.

CENTRE DU BIEN-ÊTRE

L'équipe du Bien-être compte actuellement deux agents et deux sergents dont le rôle premier est de rencontrer les employés qui sont en crise ou qui se sentent perdre pied. Un employé peut demander des services pour lui-même ou pour un collègue qui l'inquiète.

Dans l'espoir de déstigmatiser l'aide psychologique, l'équipe du Bien-être offre ses services de façon ostentatoire – sur place, au Centre du bien-être, dans les locaux même du service de police.

En son cœur, le Centre offre à ses visiteurs un espace salon et réserve aux membres de l'équipe un espace de travail dans chaque coin. La porte du Centre, qui donne sur la cafétéria, est toujours ouverte et laisse filtrer l'odeur du café frais, offert gratuitement. Si la confidentialité est de mise, on ferme la porte à clé et on y accroche une affichette qui annonce qu'une rencontre est en cours.

On demande souvent à l'équipe d'aborder un employé, tantôt parce qu'il subit une enquête, tantôt parce qu'il vit des problèmes à la maison. La plupart du temps, l'employé se montre réceptif, ou du moins apprécie l'intérêt. Beaucoup accepteront une référence ou une rencontre avec un membre de l'équipe du Bien-être.

Bon nombre d'employés entrent tout bonnement au Centre pour parler à quelqu'un, sachant que le service est offert et qu'il a fait ses preuves. Souvent, tout ce que l'employé veut, c'est de parler à quelqu'un qui comprend.

Si l'employé demande de l'aide et du temps pour régler une situation personnelle ou une crise familiale — ou s'il a besoin de passer à une affectation moins exigeante — il peut en faire la demande par l'entremise d'un conseiller de l'équipe.

Les dirigeants du service appuient largement l'équipe, qui continue à prendre de l'ampleur. Et si l'on ne peut prédire l'avenir, il est clair cependant que le bien-être des employés relève de la responsabilité de la direction et qu'elle devra demeurer une priorité. L'équipe du Bien-être poursuit son travail, et il faut dorénavant préparer les dirigeants pour qu'ils soient les premiers à veiller au bien-être de leurs employés, afin que l'organisation offre à tous un climat sain et heureux. ■

PRENDRE LE POULS

Les employés du SPSD ont été invités à évaluer l'équipe du Bien-être. Voici les résultats révélés en 2013 :

99 % avaient entendu parler de l'équipe du Bien-être

59 % avaient fait appel aux services de l'équipe du Bien-être

72 % considéraient qu'il était moins mal vu qu'avant de demander de l'aide

80 % saisissaient mieux les enjeux du bien-être au travail

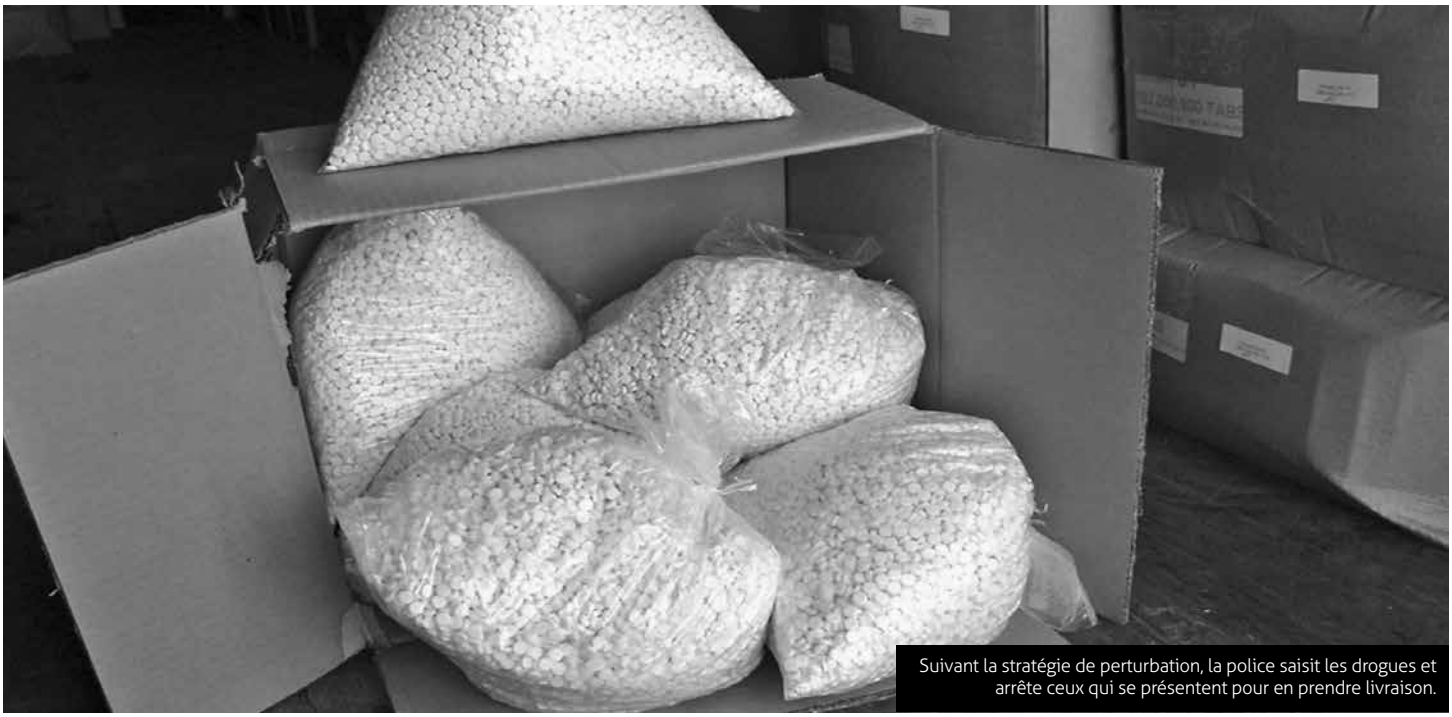
66 % estimaient qu'on discutait plus ouvertement du bien-être

88 % estimaient pouvoir demander de l'aide et en recevoir

85 % affirmaient qu'ils feraient appel aux services s'ils en avaient besoin

51 % connaissaient des gens qui s'étaient adressés aux services

81 % disaient qu'ils n'hésiteraient pas à entrer dans le Centre du bien-être



GRC

Suivant la stratégie de perturbation, la police saisit les drogues et arrête ceux qui se présentent pour en prendre livraison.

DÉMANTELER OU PERTURBER

STRATÉGIES CONTRE LES TRAFIQUANTS DE HAUT NIVEAU

**par Frederick Desroches, Ph. D.,
Département de sociologie et de droit,
St. Jerome's University,
Université de Waterloo**

Depuis quelques années, la GRC s'éloigne de la stratégie du démantèlement au profit d'une stratégie de perturbation plus pragmatique dans ses enquêtes sur des trafiquants de haut niveau. Nous verrons ici ce qui a motivé ce changement et les avantages et inconvénients de ces deux techniques d'enquête.

STRATÉGIE DE DÉMANTÈLEMENT

Longtemps, la GRC a favorisé la stratégie de démantèlement dans ses enquêtes sur des réseaux de trafic de drogues, son but étant d'arrêter et de faire condamner la majorité des acteurs de ces entreprises criminelles et surtout ceux du haut de la pyramide, les têtes dirigeantes des réseaux.

C'est ce que vise la stratégie de démantèlement : éliminer un groupe fonctionnel en en arrêtant la plupart des membres, voire tous, et en les faisant condamner pour complot dans le trafic ou l'importation de stupéfiants, en contravention de la *Loi réglementant certaines drogues et autres substances*.

Des suspects se révèlent aux policiers de diverses façons, souvent dénoncés par des informateurs, des banques, des douaniers ou d'autres organismes d'application de la loi ou au fil d'une enquête. Une fois l'organisation mise au jour, la GRC recueille du renseignement sur ses participants, sur les lieux qu'ils fréquentent, sur ses modes opératoires, sur ses réseaux d'affaire et sur sa structure organisationnelle.

Les enquêteurs élaborent le plan opérationnel qu'ils entendent suivre pour enquêter et faire condamner les membres du groupe ciblé. Ils tiennent compte des enjeux légaux, de la logistique, des lois d'autres pays, des besoins en personnel, de la surveillance électronique et physique, du recours à des informateurs, à des agents d'infiltration et à des escroqueries, du besoin de traduction et du budget. Les superviseurs approuvent ou rejettent le plan en en évaluant les coûts-bénéfices, la faisabilité, la taille du réseau, la quantité et le type de drogues en cause, la propension à la violence et les risques pour la sécurité du pays.

Il faut habituellement un gros budget pour enquêter sur des trafiquants de haut niveau, pour payer les salaires, la surveillance, la traduction, les voyages et l'hébergement. Il n'est pas rare de devoir consacrer plusieurs années et des millions de dollars à un seul projet. La plupart des arrestations se font au terme du projet, afin d'éviter d'alerter les trafiquants qui font l'objet de l'enquête.

La stratégie de démantèlement demande tellement de temps et d'argent que les coûts prohibitifs d'un projet expliquent le ciblage des seules organisations les plus grandes et les plus violentes.

Le problème que pose cette stratégie, c'est qu'il reste souvent très peu de ressources pour enquêter sur des groupes non violents et de moindre envergure. Ceux-ci peuvent donc continuer d'agir dans une relative impunité et même prendre la place de l'organisation criminelle qui a été décimée.

C'est le problème auquel a donné lieu le projet du bureau de change de la GRC à Montréal entre 1990 et 1994. La GRC avait trouvé 25 groupes distincts, mais n'avait les ressources pour enquêter que sur deux.

Bien que l'enquête ait permis d'inculper 57 suspects pour trafic de stupéfiants et blanchiment d'argent et de saisir pour 16,5 M$ d'argent et de biens, il s'est blanchi 125 millions de narcodollars et les membres des 23 autres groupes de trafiquants ont poursuivi leurs activités sans être inquiétés.

Les critiques de la police, les médias et

le Parlement ont reproché à la GRC d'avoir fourni des services de blanchiment d'argent à des criminels, parmi lesquels des trafiquants de cartels internationaux.

STRATÉGIE DE PERTURBATION

Depuis quelques années, la GRC recourt de plus en plus à une stratégie de perturbation, qui est davantage opportuniste, exige moins de ressources et cible plus de réseaux. Cette méthode ne vise pas tant à décimer les têtes des réseaux qu'à multiplier les embûches dans leurs affaires. Il s'agit de perturber la circulation des drogues en interceptant les stupéfiants, en procédant sur-le-champ à l'arrestation des passeurs et des vendeurs à tous les niveaux de la chaîne, et à saisir l'argent et les biens de toutes natures.

Privé de son produit, de son argent et de son personnel, le trafiquant peine à se maintenir en affaire. Il doit changer ses plans, renouveler son personnel et composer avec la réduction de l'offre, l'augmentation des coûts, l'insatisfaction des clients, les dettes à payer, la perte de confiance et du crédit, l'atteinte à la réputation, les conflits et la peur des informateurs. Idéalement, une stratégie de perturbation fait en sorte que le trafiquant aura de la difficulté à conclure une affaire et même à rester en affaire.

La police peut faire intervenir d'autres organismes pour l'aider à perturber l'offre de drogues.

La GRC informera l'Agence des services frontaliers du Canada des déplacements des passeurs et les fera fouiller et arrêter à la frontière. L'Immigration pourra interdire l'entrée au pays à des étrangers, voire les déporter s'ils ont participé au trafic de drogues. On peut éclairer Revenu Canada sur les habitudes de consommation et sur les revenus des trafiquants pour que soit ouverte une enquête pour évasion fiscale. On invoque les lois régissant la conversion de devises et les produits de la criminalité pour porter des accusations de blanchiment d'argent et pour saisir des biens.

Aux prises avec de multiples problèmes juridiques, les trafiquants sont brimés dans leurs déplacements et ont moins de ressources à consacrer au trafic de drogues.

La stratégie de perturbation a été utilisée avec succès dans le projet du bureau de change de Vancouver, entre 1993 et 1996, qui a conduit à l'arrestation de 120 suspects au Canada et aux États-Unis et à la saisie de 800 kilogrammes de cocaïne, de 2,5 M$ en argent et de biens d'une valeur de plusieurs millions de dollars. La GRC a arrêté des agents de niveaux variés et fait de fréquentes saisies de drogues et d'argent en vue de perturber les activités du plus de trafiquants possible.

COMPARAISON DES DEUX STRATÉGIES ET DIFFÉRENCIATION

La stratégie de démantèlement requiert de la planification, les progrès sont lents et réfléchis. Au contraire, la stratégie de perturbation nécessite d'agir vite et avec opportunisme. Pour mieux comprendre la différence, intéressons-nous à l'aspect « saisie de drogues ». Supposons que la GRC apprend la livraison d'une grande quantité de stupéfiants. La stratégie de démantèlement l'oblige à laisser se poursuivre la livraison pour en révéler les destinataires finals.

Il faut donc une équipe de surveillance, du soutien technique et une coordination générale, ce qui représente beaucoup de travail et de coûts. Les policiers recueilleront des renseignements sur le groupe, prépareront un plan opérationnel, regrouperont toutes les ressources nécessaires et ouvriront une enquête majeure qui aboutira à de nombreuses arrestations dans quelques mois, voire quelques années.

La stratégie de perturbation verra la police saisir les drogues et arrêter ceux qui, en toute connaissance de cause, se présenteront pour en prendre livraison. Ceux qui sont ainsi arrêtés seront des passeurs ou des messagers, rarement les trafiquants de haut niveau.

« Saisir la drogue à l'arrivée, c'est cueillir les fruits à portée de main. Nous perturbons les trafiquants de haut niveau, sans pour autant les faire condamner et emprisonner » concède un policier de la GRC.

Certains diront qu'on fait de même avec la stratégie de démantèlement, puisque seuls quelques groupes sont ciblés et que les trafiquants de haut niveau des autres organisations ne font l'objet ni d'une enquête ni d'accusations.

La GRC veut des résultats et mesure habituellement son succès en termes d'arrestations et de condamnations de trafiquants de haut niveau et de démantèlement d'organisations criminelles. Il est plus difficile de mesurer le

COMMENT LA GRC S'ATTAQUE AU CRIME ORGANISÉ

Au lieu de cibler les produits illégaux comme elle le faisait auparavant, la GRC cible maintenant les groupes et réseaux du crime organisé qui sont impliqués dans diverses activités criminelles, y compris la production et la distribution de drogue.

Ainsi, la GRC est davantage en position de s'attaquer à une panoplie de menaces et de crimes qui minent la sécurité et l'intégrité du pays. Le modèle actuel permet de mieux connaître le contexte de la menace, d'analyser les tendances nouvelles et d'établir des liens intérieurs et internationaux entre les enquêtes. Il permet également à la GRC d'obtenir de meilleurs résultats et d'améliorer la gestion du rendement dans l'organisation.

Parce que les ressources et le travail d'enquête doivent être axés sur les priorités et les menaces les plus importantes, la Police fédérale de la GRC utilise un outil de priorisation. Les enquêteurs établissent, par exemple, le niveau de menace d'un groupe ou réseau pour l'intégrité économique et sociale du Canada et la pertinence stratégique de celui-ci relativement aux priorités du gouvernement, de la communauté de l'application de la loi et des partenaires étrangers.

Les enquêteurs de la Police fédérale étudient et utilisent divers outils d'enquête en vue de perturber et de démanteler les groupes et réseaux du crime organisé transnational impliqués dans la production et la distribution de drogue. À cette fin, ils comptent de plus en plus sur la collaboration de leurs partenaires étrangers et les enquêtes conjointes visant à perturber les activités criminelles à l'extérieur du Canada.

Source : Police fédérale, GRC

succès d'une stratégie de perturbation, parce qu'on connaît rarement son impact sur la capacité du trafiquant à s'approvisionner en drogues, elle tient davantage de la prévention. La drogue saisie et l'arrestation de passeurs n'impressionnent pas autant que l'arrestation de gros trafiquants.

RÉSUMÉ

Ces stratégies peuvent être complémentaires. La GRC continue de cibler les grandes organisations violentes dans le but de les éradiquer en multipliant les arrestations et l'incarcération de leurs têtes dirigeantes. Mais puisque la stratégie de démantèlement coûte cher et qu'il faut utiliser judicieusement des ressources limitées, la police a aussi recours à des techniques de perturbation pour limiter la circulation de drogues, augmenter les coûts pour les trafiquants, limiter leurs profits et leur créer des problèmes de paiement, de crédit, de confiance et de réputation.

Comme bien d'autres organismes gouvernementaux, la GRC compose avec des contraintes budgétaires et des demandes de services nouvelles et multiples. Ses anciennes sections antidrogues ont fait place aux Groupes des crimes graves et du crime organisé pour lesquels le trafic de stupéfiants n'est plus la priorité, ayant cédé la place à la fraude grave, aux manipulations bancaires et boursières, à la traite de personnes, au terrorisme et aux menaces contre la sécurité des frontières canadiennes. La cybercriminalité a aussi gagné en ampleur et en gravité, faisant peser sa part de besoins sur les services d'enquête de la GRC.

La société a changé, la consommation de certaines drogues, quoique toujours illégale, semble dorénavant moins menaçante que d'autres crimes aux yeux de la population et même de la police. On constate l'échec de l'interdiction, le remplacement rapide des trafiquants arrêtés par de nouveaux venus et la poursuite du trafic, comme si de rien n'était.

La GRC doit souvent choisir à quelle organisation criminelle elle s'attaquera. Elle continue de miser sur le démantèlement devant les groupes les plus violents, mais a de plus en plus recours à la perturbation pour atteindre un plus grand nombre de trafiquants.■

Frederick Desroches, Ph. D., est l'auteur du livre The Crime that Pays: Drug Trafficking and Organized Crime in Canada.

RÉCENTES ÉTUDES POLICIÈRES

Les extraits suivants d'études récentes en matière de justice et d'application de la loi reflètent les vues et les opinions des auteurs, mais pas nécessairement celles de leur organisation d'attache. Les rapports intégraux sont accessibles au site Web indiqué à la fin de chaque résumé.

Rédigé par Eric Stewart

PRIOR OFFENDING AMONG FAMILY VIOLENCE PERPETRATORS: A TASMANIAN SAMPLE [EN ANGLAIS SEULEMENT]

par Hayley Boxall, Jason Payne, Ph. D. et Lisa Rosevear, Ph. D.

Cette étude fournit un instantané des parcours délictueux, s'étendant sur six ans, de Tasmaniens coupables de violence familiale. Elle révèle l'existence d'un lien manifeste entre la fréquence des cas de violence familiale et celle d'autres formes de délinquance, et elle montre qu'une catégorie de contrevenants en matière de violence familiale (CVF) sont enclins à commettre d'autres types d'actes de violence, à enfreindre le code de la route et à violer des ordonnances de protection. Les résultats de l'étude présentent un intérêt pour la définition des politiques et des pratiques à adopter, notamment en ce qui a trait au traitement et à l'identification des CVF.

Cette étude a consisté à analyser des données tirées du Family Violence Management System (FVMS) et des dossiers d'arrestation tenus par la police de Tasmanie. Elle portait exclusivement sur un échantillon de CVF tasmaniens.

Au total, on constate qu'une majorité de CVF ont été dénoncés à la police ou appréhendés par elle pour des infractions autres que des actes de violence familiale. L'étude révèle par ailleurs que les infractions les plus couramment commises par les récidivistes étaient relatives au code de la route, à la violence et à la paix publique. Les CVF ayant des antécédents de violence non familiale ont en moyenne été arrêtés douze fois par la police.

Il se peut que les mécanismes et facteurs de risque qui augmentent la probabilité qu'une personne use de violence contre son conjoint soient les mêmes que ceux qui sous-tendent la probabilité qu'elle commette d'autres types d'infraction.

On sait qu'une variété de circonstances et d'expériences vécues peuvent peser sur les relations de couple et conduire à des conflits, conflits qui, à leur tour, peuvent accroître le risque de violence familiale. On sait aussi que l'abus d'alcool et de drogue peut jouer un certain rôle à cet égard.

Les conclusions de l'étude s'accordent avec des constatations antérieures selon lesquelles les CVF ne forment pas un groupe homogène. Certaines données tendent à montrer qu'il existe un groupe de CVF « globalement asociaux/violents » qui usent fréquemment de violence tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du foyer.

Il peut être utile que la police, lorsqu'elle entre en contact avec un individu accusé de semblable infraction, cherche à savoir si ce dernier ne se montrerait pas aussi violent au foyer.

Compte tenu du coût en ressources qu'entraîneraient ces vérifications supplémentaires, il est sans doute plus réaliste de vouloir utiliser les résultats de l'étude pour identifier les CVF les plus susceptibles de récidiver et pour déployer à leur intention des stratégies et des interventions de gestion du risque, y compris en ce qui touche au traitement.

CONSULTER LE RAPPORT INTÉGRAL : http://aic.gov.au/publications

LES GAGNEURS – PROJET « POSITIVE ALTERNATIVES TO YOUTH GANGS »

Le quartier torontois de Jane-Finch possède l'un des taux de crimes violents les plus élevés en Ontario, et sa population compte parmi les plus socioéconomiquement défavorisées du Canada. On estime que la collectivité de Jane-Finch héberge la plus forte concentration de bandes de jeunes du pays.

En 1999, les gérants des tours d'habitation San Romanoway ont entrepris des consultations avec les principales parties concernées au sujet des gangs, de la violence et du vandalisme dans le quartier de Jane-Finch. Le projet « Positive Alternatives to Youth Gangs » (PAYG) a vu le jour pour résoudre ces problèmes.

Mis en œuvre de juillet 2008 à mars 2011, le projet PAYG visait à dissuader les jeunes à risque issus de groupes minori-

Le projet PAYG, mené dans le quartier torontois de Jane-Finch, visait à dissuader les jeunes à risque des minorités ethniques de se joindre à des gangs de rue.

taires de s'affilier à des gangs et d'enfreindre la loi, en plus d'aider les jeunes embrigadés à quitter leur gang en toute sécurité.

PAYG comportait cinq initiatives : un programme de groupes scolaires, un programme après la classe, un programme d'été, un programme de soutien familial et un programme communautaire. À l'école ont été examinés divers problèmes psychosociaux nuisant au rendement scolaire, les choix de vie, la tentation de se joindre à un gang et d'autres formes de comportement asocial.

Le programme après la classe visait à créer des liens de confiance avec les élèves, à les appuyer dans leurs études, à développer leur respect d'eux-mêmes, à les aider à acquérir des qualités de sociabilité et à les inciter à s'engager dans des activités socialement acceptables. Le programme d'été, lui, offrait aux jeunes des activités éducatives, sociorécréatives, sportives et artistiques.

Les parents et proches responsables des participants aux programmes scolaire, parascolaire et estival avaient droit à une aide familiale. En mobilisant les parents, PAYG avait pour objectif d'accroître leur capacité à garder leurs enfants loin des gangs. Le programme communautaire invitait les résidants directement touchés par les agissements des gangs à prendre part à des forums axés sur la sensibilisation aux dangers de l'adhésion à un gang et aux facteurs contribuant à mettre à risque les jeunes des groupes minoritaires.

Au terme du projet, on a constaté une réduction de certains facteurs de risque liés aux gangs. PAYG a favorisé l'adoption d'attitudes de sociabilité, mais n'a pas influé sur celles à l'égard de la violence. Par ailleurs, on n'a pas observé d'effets clairement positifs sur les facteurs de risque et de protection, le rendement scolaire, la formation de liens avec les enseignants et la façon dont la tricherie était considérée, bien que le projet ait sans doute amélioré les chances des participants de trouver un emploi.

CONSULTER LE RAPPORT INTÉGRAL :
http://www.publicsafety.gc.ca

CHILDHOOD TRAUMA AND ITS EFFECTS: IMPLICATIONS FOR POLICE [EN ANGLAIS SEULEMENT]

par le Dr Richard G. Dudley, Jr.

Le présent article résume ce que l'on sait aujourd'hui des effets des traumatismes sur les jeunes enfants, de ce qui en découle pour le fonctionnement des adolescents et des jeunes adultes ainsi que des conséquences que cela peut avoir sur le travail policier.

L'enfant exposé à des actes de violence répétés — en particulier s'il ne jouit pas du soutien d'un parent capable d'en tempérer les effets — risque d'éprouver de graves troubles psychogénétiques et neuropsychiatriques au cours de sa croissance, qu'il s'agisse de problèmes neurologiques, de difficultés psychologiques particulières liées à son traumatisme, de déficiences développementales ou d'autres troubles fonctionnels connexes.

Enclins à des comportements violents et imprévisibles, ceux qui vivent des difficultés liées à un traumatisme ont plus de chances que les autres d'avoir des démêlés avec la justice. Or il est peu probable qu'un policier qui n'a pas reçu de formation spéciale sache reconnaître qu'il a affaire à quelqu'un dont la conduite s'explique par des difficultés consécutives à un traumatisme.

Bien que ce soient l'anxiété, la peur et le dérèglement de la réaction cérébrale au stress qui dictent la conduite des traumatisés, ce sont les symptômes visibles qui retiennent l'attention. S'attarder à ces symptômes au détriment des causes sous-jacentes amène les policiers à voir ces enfants à travers des lunettes déformantes.

S'ils étaient conscients du grand nombre de cas de traumatismes infantiles graves et savaient en apprécier les effets sur le développement de l'enfant et, plus tard, sur l'équilibre psychique de l'adulte, les policiers penseraient et agiraient fort différemment.

Dotée d'une meilleure connaissance des répercussions de la violence familiale sur l'enfant en croissance, la police serait mieux à même de signaler de tels cas aux services locaux de protection de l'enfance et de promouvoir la mise en place de services de santé mentale adaptés.

Bien que semblables traumatismes puissent survenir dans tous types de milieux, les enfants de couleur issus de milieux pauvres sont particulièrement à risque. Il est impératif que les policiers soient conscients de la haute prévalence des traumatismes infantiles graves qui y est constatée, sachent en mesurer les effets sur le développement et en comprennent l'impact sur la conduite de l'adolescent et de l'adulte. ■

CONSULTER LE RAPPORT INTÉGRAL :
https://www.ncjrs.gov

PASSER DU TEXTO À L'ACTE

UN OUTIL DE MISES EN SITUATION POUR SENSIBILISER LES JEUNES À L'INTIMIDATION

par Robin Percival

Ce n'est que le début de la journée à l'école, et ta compagne de classe, Zoé, est déjà au désespoir. Au moment de se changer pour la séance d'éducation physique, une autre amie lui dit qu'elle est trop mince et l'accuse de se purger pour perdre du poids. Tu choisis de rire aux éclats plutôt que de passer outre. Zoé sort en courant.

Mais plus tard, tu persuades des amis de ne pas exclure Zoé d'une fête prévue en fin de semaine. Tu reprends le droit chemin.

Il s'agit d'une mise en situation tirée de BullyText, un outil d'apprentissage interactif lancé par cellulaire. Il est accessible à quiconque possède un cellulaire pouvant envoyer et recevoir des messages SMS — ce qu'on appelle des textos.

Créé par Do Something Canada, une organisation ayant pour but d'inciter les jeunes à amorcer des changements sociaux, l'outil s'adresse aux jeunes de la sixième à la huitième. Les utilisateurs sont appelés à faire des choix qui déterminent le déroulement de l'exercice et les conséquences ultimes de la situation.

Le jeu, adopté par les Services nationaux à la jeunesse de la GRC, a été lancé à l'automne dernier à l'occasion de la Semaine de la sensibilisation à l'intimidation.

« Tout le monde sait que les jeunes aujourd'hui sont très branchés à leur téléphone », explique Louis Zuniga, gestionnaire de la stratégie nationale de la jeunesse de la GRC. « Nous croyons que c'est un outil attrayant pour enseigner aux jeunes à éviter d'être victime ou agresseur, ainsi qu'un jeu divertissant qu'ils apprécieront. »

Avant le lancement du jeu, on en a proposé l'essai aux membres du comité consultatif national sur la jeunesse de la GRC, qui se réunissent dans un forum sûr en ligne pour aborder divers enjeux, dont les drogues, la conduite avec facultés affaiblies et l'intimidation.

« Ce jeu me semblait vraiment génial et créatif », explique une des membres du comité, Meaghan Larkin, âgée de 17 ans. « Les mises en situation sont très réalistes. Ce jeu pourrait très bien être utilisé lors d'une discussion en classe sur l'intimidation. »

C'est certainement l'un des buts visés par la GRC pour BullyText. Si les cellulaires ne sont habituellement pas vus d'un bon œil dans les cours, cet outil constitue pour les professeurs et les policiers à l'école un moyen stimulant de sensibiliser les jeunes aux dangers de l'intimidation.

« On ne saurait trop insister sur le pouvoir d'un témoin », précise le gend. Travise Dow, un membre de la GRC travaillant auprès des jeunes dans plusieurs écoles du comté de Cumberland, en N.-É. « BullyText incite les jeunes à réfléchir à leurs réactions. Je pense que c'est très important pour eux. En les mobilisant et en leur donnant des moyens d'agir, on fera en sorte d'éviter que des incidents mineurs ne dégénèrent en situation de crise. »

Les élèves peuvent utiliser l'outil individuellement ou en groupe, puis participer à une discussion sur les situations qu'ils ont affrontées. Un plan de leçon est également disponible pour BullyText.

« Si le scénario révèle à la fois la bonne et la mauvaise réponse, il aide aussi le jeune à se rendre compte qu'il est facile de prendre la bonne décision », explique Mikaela Tynski, âgée de 15 ans qui participe aussi au comité consultatif sur la jeunesse.

Le jeu oblige le participant à se demander s'il devrait communiquer la photo supposément laide d'un compagnon de classe, ou s'il devrait faire écho à un ami traitant un autre élève de gai.

Périodiquement, on demande aux joueurs d'examiner leurs choix, que l'outil évalue et remet en question tout au long du processus. Peu importe la décision prise, il est toujours possible de faire un meilleur choix afin de faire bouger les choses.

Les études révèlent que 60 p. 100 des garçons qui se livraient fréquemment à l'intimidation à l'école élémentaire avaient un casier judiciaire dès 24 ans. Les victimes d'un intimidateur sont enclines à éprouver des problèmes de santé ou à l'école, la dépression et, dans des cas extrêmes, à envisager le suicide. De nombreuses victimes d'intimidation disent en subir les séquelles jusqu'à l'âge adulte.

Le jeu BullyText non seulement montre aux jeunes pourquoi ils devraient s'abstenir de blesser autrui, mais en plus il les encourage à tendre la main vers ceux qui se sentent seuls ou isolés.

Je sais pertinemment, ayant dû suivre un cours sans mes amis, que le travail en groupe est difficile et peut être très gênant lorsqu'on n'a pas de partenaire », souligne un autre membre du comité consultatif sur la jeunesse, Alvin Leung, âgé de 17 ans. « Le jeu invite les jeunes à sortir de leur coquille pour épauler les autres. » ■

Textez le mot « INTIMIDATION » au 38383 pour accéder au jeu (au Canada seulement).

Le gend. Travise Dow, qui travaille auprès des jeunes dans les écoles, estime que BullyText aide ceux-ci à réfléchir sur leur façon de réagir à l'intimidation.

James Conrad